ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Président du Sénat le 21 décembre 1948 d'une demande d'avis sur une proposition de loi réprimant certains crimes contre l'humanité (Doc. parl. Sénat session 1946 - 47, n° 207), a donné en sa séance du 11 avril 1949 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e December 1948 door de Voorzitter van de Senaat verzocht, hem van advies te dienen over een wetsvoorstel tot bestraffing van sommige misdaden tegen de mensheid (Parl.Doc. Senaat, zitt. 1946-47, nr 207), heeft ter zitting van 11 April 1949 het volgend advies gegeven:

La proposition de loi soumise à l'avis du Conseil d'Etat a pour objet la répression de certains crimes contre l'humanité. Elle a été déposée au Sénat le 25 juin 1947.

Postérieurement à ce dépôt, l'Assemblée générale des Nations Unies adopta, en date du 9 décembre 1948, une convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Cette convention internationale votée par le représentant de la Belgique et qui n'a pas encore été approuvée par les Chambres, touche à un certain nombre de questions qui ont également préoccupé l'auteur de la proposition de loi.

Dans ces conditions, et en se plaçant, pour faire oeuvre pratique, dans l'hypothèse où l'approbation de la nouvelle convention par le Parlement serait acquise, il parait nécessaire de rechercher dans quelle mesure la proposition de loi concorde avec la convention internationale et d'examiner également l'incidence de cette convention sur notre législation.

La répression que le projet soumis au Conseil d'Etat veut organiser et toutes autres dispositions qui seront prises dans le même but, en conformité avec la convention internationale susdite, entraîneront, notamment, une extension territoriale dans l'application du droit pénal national et une extension territoriale de la compétence de nos tribunaux.

Le législateur s'est trouvé devant le même problème quand il a voulu atteindre les criminels de guerre et assurer la répression de certains crimes contre l'humanité commis pendant la guerre.

A titre d'introduction à l'étude du crime de génocide et de sa répression, il importe donc de rappeler brièvement, dans la première partie de cet avis, la question des crimes de guerre et d'examiner la façon dont les problèmes qui se posaient en cette occurrence ont été résolus.

P R E M I E R E P A R T I E

La question des crimes de guerre.

Pour l'étude de cette question, il faut se référer principalement aux deux documents suivants :

1° Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le projet de loi relatif à la compétence des juridictions militaires en matière de crimes de guerre (Sénat, Session 1946-1947, Doc.parl., n°113).
Ce document sera désigné par la lettre S.

2° Rapport fait au nom de la Commission de la Justice de la Chambre (Chambre, Session 1946-1947, Doc.parl. n°311).
Ce document sera désigné par la lettre C.

I.- HISTORIQUE

La notion de criminalité de guerre fit son apparition après la guerre de 1914-1918. Le traité de Versailles, par ses articles 227 et suivants, prévoyait le châtiment des individus qui, ayant agi au nom d'un Etat en guerre, avaient ainsi trempé dans l'accomplissement de ses crimes et engagé de la sorte leur responsabilité personnelle.

Mais le renvoi d'un certain nombre de ces criminels de guerre devant le tribunal de Leipzig devait aboutir à des résultats décevants (Discours de M. Carton de Wiart à la Chambre, Ann. parl., Séance du 29 mai 1947).

Dans la déclaration de Moscou du 13 octobre 1943, il fut prévu que les grands coupables de guerre, dont les offenses ne se situaient pas en un endroit géographique déterminé, seraient punis par l'action commune des gouvernements alliés et que les autres criminels seraient renvoyés dans les pays où leurs crimes avaient été commis, afin d'y être jugés ou punis suivant les lois de ces pays libérés (S.p.1).

L'accord de Londres du 8 août 1945 pour la constitution d'un tribunal militaire international, accord auquel notre pays a adhéré, a reproduit cette déclaration dans son préambule et stipulé, dans son article 6, que rien dans cet accord ne porterait préjudice à la compétence ou aux pouvoirs des juridictions nationales ou d'occupation établies ou à établir dans quelques territoires alliés ou en Allemagne pour le jugement des criminels de guerre (S.p.2).

S'inspirant de cette disposition le Gouvernement belge déposa en 1945 un premier projet de loi, qui devint caduc par l'effet de la dissolution. Un second projet, différent du premier, fut déposé le 8 octobre 1946 au Sénat (C.p.2) et définitivement adopté le 5 juin 1947, après avoir été profondément remanié.

Tel est l'historique de la loi du 20 juin 1947 relative à la compétence des juridictions militaires en matière de crimes de guerre.

II.- PORTEE DE LA LOI DU 20 JUIN 1947.

A.- Modification de l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale (art.1er de la loi du 20 juin 1947).

L'arrêté-loi du 5 août 1943 avait ajouté aux trois cas énumérés par cet article 10, prévoyant des poursuites en Belgique à charge de l'étranger qui aurait commis des infractions hors du territoire du Royaume, un 4° libellé comme suit : "En temps de guerre, contre un ressortissant belge, une infraction d'homicide ou de lésion corporelle volontaires, de viol, d'attentat à la pudeur ou de dénonciation à l'ennemi".

L'art.1er de la loi du 20 juin 1947 a modifié le 4° précité en ajoutant après "ressortissant belge" les mots "ou un étranger résidant en Belgique au moment de l'ouverture des hostilités". (La deuxième partie de cet avis traitera des modifications apportées par la loi du 2 avril 1948).

Ainsi se trouve étendu aux ressortissants étrangers résidant en Belgique au 10 mai 1940 le bénéfice de la protection qui n'était antérieurement accordé qu'au ressortissant belge (S.B.5; C.pp. 6 et 7).

En conséquence, pourra être poursuivi en Belgique le tortionnaire allemand qui, dans un camp de concentration du Reich, aura exercé des sévices, non seulement contre des Belges, mais aussi contre des étrangers résidant en Belgique. Pareille répression n'était pas possible sous l'empire de l'arrêté-loi du 5 août 1943.

B.- A quelles catégories de criminels ou de crimes va s'appliquer la loi du 20 juin 1947 ?

L'article 2 de la loi répond à cette question :
"Sont jugées par les juridictions militaires conformément aux dispositions de la présente loi et à celles non contraires des lois de procédure pénale militaire, les infractions tombant sous l'application de la loi pénale belge commises en violation des lois et coutumes de la guerre entre le 9 mai 1940 et le 1er juin 1945 par ceux qui, lors de la perpétration des faits, étaient au service de l'ennemi ou d'un allié de l'ennemi, à quelque titre que ce soit "...

Cet article caractérise donc les crimes ou les criminels :

1° par la nature de l'infraction : celle-ci doit constituer une violation des lois et coutumes de la guerre et tomber en même temps sous l'application des lois pénales belges (S.pp. 3 et 6; C.p.3).

Le rapport de la Commission de la Justice de la Chambre donne à cet égard l'exemple suivant (p.3) :

"L'usage de balles s'épanouissant ou s'aplatissant facilement dans le corps humain, par une unité régulière de l'armée, au cours d'opérations militaires, est interdit par la déclaration de La Haye du 29 juillet 1899 mais n'est pas sanctionné par la législation belge."

"Un officier ennemi ayant fait utiliser des balles dum-dum contre nos troupes ne pourrait donc pas être poursuivi comme criminel de guerre (J.Wolf, La question des "crimes de guerre " en Belgique, J. Tr. 1946, p.516, note 38)".

Le législateur n'a pas voulu demander à des juridictions belges de poursuivre sous la dénomination de crimes de guerre d'autres violations des lois et coutumes de la guerre que celles constituent en même temps des infractions à la loi pénale belge en vigueur au moment de leur perpétration (S. p.3).

Le rapport de la Commission de la Justice du Sénat s'exprime, par ailleurs, comme suit (pp.3 et 4) :

"La simple application de notre Code pénal suffira au surplus à assurer la répression des crimes dont nos ressortissants furent trop souvent les victimes. Qu'on ne s'y trompe pas, en effet : Si le "règlement concernant les lois et coutumes de guerre sur terre" ne contient pas de sanctions pénales, les particuliers appartenant aux forces militaires d'un belligérant ou à son administration d'occupation qui l'enfreignent, perdent le bénéfice de la justification résultant de l'état de guerre et doivent répondre de leurs actes suivant les normes du Droit pénal ordinaire."

"C'est ce qu'exprime de façon particulièrement heureuse l'article 1er de l'ordonnance française du 28 août 1944 relative à la répression des crimes de guerre prévoyant des poursuites à l'égard des nationaux ennemis ou agents non français au service de l'ennemi coupables de certaines infractions "lorsque ces infractions ... ne sont pas justifiées par les lois et coutumes de la guerre".

"La même idée doit être considérée comme implicitement contenu dans le projet de loi belge".

2° par la date de l'infraction, qui doit avoir été commise entre le 9 mai 1940 et le 1er juin 1945 (S.p.6).

La poursuite des crimes de guerre est donc strictement limitée quant au temps.

3° par le lien de sujétion ayant existé entre le délinquant et l'ennemi ou un allié de l'ennemi; le délinquant doit avoir été "à son service".

La notion de service de l'ennemi doit être comprise dans son sens le plus large. (S.p.6; C.p.5).

C. - Application de l'article 70 du Code pénal.

Aux termes de l'article 70 du Code pénal "il n'y a pas d'infraction lorsque le fait était ordonné par la loi et commandé par l'autorité".

Quelle application allait-on donner à cet article, en ce qui concerne les crimes de guerre ?

L'article 3 de la loi du 20 juin 1947 répond à la question :

..."Le fait que l'inculpé a agi conformément aux prescriptions de lois ou règlements ennemis et aux ordres d'un supérieur hiérarchique ne peut être considéré comme cause de justification au sens de l'article 70 du Code pénal, lorsque l'acte reproché constituait une violation flagrante des lois et coutumes de la guerre ou des lois de l'humanité. Il pourra éventuellement être considéré comme circonstance atténuante".

A cet égard, le rapporteur de la Commission du Sénat écrit ce qui suit (S.p.9) :
"Il parait légitime qu'un Allemand au service de l'Allemagne puisse s'abriter en principe derrière les injonctions de la loi allemande et de l'autorité allemande. Mais au-dessus de la législation nationale, il y a l'observation du droit des gens et des règles d'humanité et si l'on ne peut raisonnablement demander à un individu de juger ou de contrôler la validité de sa loi nationale ou des ordres émanant de ses supérieurs, du moins doit-on attendre de lui un refus d'obéir dans les cas où l'acte ordonné viole gravement le droit des gens ou l'humanité".

Faisons remarquer ici que dans le cadre de l'article 70 du Code pénal, il était déjà admis que l'ordre du supérieur ne constitue pas une cause de justification, en cas de violation flagrante de la loi (Nypels et Servais, Code pénal belge interprêté, 1938, T.1er, p.320, n°4; Braas, Précis de droit pénal, 1936, p. 128, n°180).

L'article 3 de la loi du 20 juin 1947 étend ce principe à la matière des crimes de guerre (R.Grévy, La répression des crimes de guerre en droit belge, Rev. dr. pén. et crim., 1947-1948, p. 821, n°27; Cour milit. Brux., 31 janvier 1949, en cause de Muller et cts. (Sipo)) et impose aux sujets d'une nation ennemie de se faire juges de la conformité

des ordres qu'ils reçoivent de leurs supérieurs et de leurs lois nationales avec les lois et les coutumes de la guerre et avec les lois de l'humanité.

La loi du 20 juin 1947 admet donc le principe "qu'il est des ordres auxquels la désobéissance est due en raison de la violation manifeste d'un principe supérieur d'humanité" (Cour mil. Brux. précité), mais elle ne superpose pas ces règles d'humanité à la loi nationale belge.

"Le Gouvernement a renoncé à demander à des juridictions belges de poursuivre sous la dénomination de crimes de guerre d'autres violations des lois et coutumes de la guerre que celles constituant en même temps des infractions à la loi pénale belge en vigueur au moment de leur perpétration..." (S. p.3).

La portée des nouvelles dispositions est d'interdire à des ennemis d'invoquer l'état de guerre, la belligérance, comme cause de justification, si leurs actes, constituant des infractions à la loi belge, sont contraires aux lois supérieures de l'humanité, tout en admettant cependant l'ordre de la loi ennemie et le commandement de l'autorité comme une éventuelle circonstance atténuante.

Ces actes contraires aux lois supérieures de l'humanité sont nécessairement contraires au droit belge, puisqu'ils constituent dans celui-ci des infractions. C'est pour cela qu'il a pu être jugé à bon droit que l'article 3 de la loi du 20 juin 1947 n'a pas violé le principe de la non-rétroactivité des lois pénales (Cour milit. Brux., précité).

D. - Juridictions compétentes pour connaître des crimes de guerre.

La loi du 20 juin 1947 fixe une compétence et une procédure différentes de celles qui auraient été normalement applicables si la loi nouvelle n'avait pas réglementé la question.

En effet, l'article 4 de cette loi dispose que les infractions seront poursuivies et jugées conformément à la procédure prévue par l'arrêté-loi du 26 mai 1944, qui est relatif à certaines juridictions militaires.

*

* *

D E U X I E M E P A R T I E

Le génocide.

I. HISTORIQUE.

Par sa résolution du 11 décembre 1946, l'Assemblée générale des Nations Unies avait affirmé que le génocide était un crime de droit des gens que le monde civilisé condamnait.

Suite à cette résolution, différents comités et commissions furent chargés d'élaborer un projet de convention pour la répression du crime de génocide.

C'est la sixième Commission qui mit la dernière main au travail et présenta un projet qui fut approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 9 décembre 1948.

Le rapport de la sixième Commission, rédigé par M. Spiropoulos (Grèce) résume en partie les discussions qui ont eu lieu et constitue l'essentiel des "travaux préparatoires" de la convention définitive.

Sur un certain nombre de points, ce rapport ne dispense cependant pas de la lecture du compte rendu analytique des très nombreuses séances consacrées par la sixième commission à l'examen de la Convention.

Pour les références ultérieures à un tel compte rendu, l'identification se fera uniquement par le chiffre de la séance auquel il correspond. Ainsi la mention (94,p.8) indiquera la référence au compte rendu analytique de la 94e séance, page 8.

Le délégué belge, M. Kaeckenbeek, parvint à faire admettre par la sixième Commission, une série d'amendements, de nature à rendre la convention acceptable pour la Belgique.

C'est ce qui lui permit de déclarer à la séance plénière du 9 décembre 1948, au cours de laquelle la Convention fut adoptée :

"La délégation belge a voté en commission pour le projet de convention qui lui paraît être tout ce qui pouvait être atteint en la circonstance. Certes, c'est le résultat de nombreux compromis, dont le but a été de rendre la Convention acceptable pour le plus grand nombre possible d'Etats. Or, on sait que les compromis ne sont jamais tout à fait satisfaisants du point de vue de la pure logique et que même au point de vue pratique ils ne sont pas toujours exempts de difficultés.

"C'est ainsi que la délégation belge a dû faire remarquer que les dispositions relatives à l'extradition étaient susceptibles de causer quelques difficultés et en tout cas des retards, quant à l'acceptation et à l'application de la Convention, pour la Belgique. L'application de ces dispositions nécessitera, en effet, certains remaniements législatifs et - ce qui peut être beaucoup plus difficle à réaliser - la revision de divers traités.

"Néanmoins, il est de la nature d'un compromis d'être accepté tel qu'il est ... Pour ces raisons, la délégation belge votera pour la Convention et contre tout amendement."

Aux termes de l'article V de la Convention relative à la prévention et à la répression du crime de génocide, "les Parties contractantes s'engagent à prendre, conformément à leurs constitutions respectives, les mesures législatives nécessaires pour assurer l'application des dispositions de la présente Convention et, notamment, à prévoir des sanctions pénales efficaces frappant les personnes coupables de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III".

La Convention doit être approuvée par les Chambres, avant que ne puissent être prises les mesures législatives dont question ci-dessus.

En supposant cette approbation acquise, il y a lieu de comparer la convention internationale du 9 décembre 1948 avec la proposition de loi soumise au Conseil d'Etat, afin de rechercher si et dans quelle mesure celle-ci concorde avec celle-là.

Cette recherche sera complétée par l'examen de l'incidence que peut avoir sur notre législation l'approbation par les Chambres de la convention sur le génocide.

II. - LA PROPOSITION DE LOI ET SES ORIGINES.

COMPARAISON AVEC LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR LE GENOCIDE.

Les développements de la proposition de loi établissent que celle-ci est directement inspirée des résolutions du Congrès international de juristes, réunis à Paris, du 24 au 27 octobre 1946, à l'initiative du Mouvement national judiciaire de France.

On trouvera le compte-rendu des travaux de ce Congrès dans "Justice Libre" (décembre 1946 et janvier 1947, nos 11 et 12; cons.également : "La définition du crime contre l'humanité", Rapport général présenté à la VIIIe conférence pour l'unification du Droit pénal à Bruxelles, les 10 et 11 juillet 1947, par J.Y. Dautricourt, Rev.dr.pén. et crim. 1947, p.47).

Article 100 bis nouveau de la proposition

Première observation.

Le Congrès de Paris avait formulé la résolution suivante :

"Sont coupables de crime contre l'humanité et sont punissables comme tels, ceux qui exterminent ou persécutent un individu ou un groupe d'individus en raison de leur nationalité, de leur race, de leur religion ou de leurs opinions."

"Ces crimes seront punis même lorsqu'ils seront commis par des individus ou des organisations agissant comme organes de l'Etat ou avec l'encouragement ou la tolérance de l'Etat."

"Les crimes contre l'humanité sont indépendants de l'état de guerre."

Dans le nouvel article 100 bis, l'auteur de la proposition reprend l'essentiel de cette résolution, mais en s'en tenant uniquement à la notion de persécution, qui inclut, selon lui, l'extermination. Il reconnaît, par ailleurs, que"la persécution" de la race, de la nationalité, de la religion, de l'opinion, constitue un concept pénal nouveau".

La notion de "persécution" ainsi proposée est infiniment plus large et moins précise que la notion du génocide punissable adoptée par la convention internationale.

Suivant celle-ci, le génocide s'entend (art.II) de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

a) Meurtre de membres du groupe;

b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;

c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;

d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;

e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

Il est à noter ici que la sixième Commission avait eu à se prononcer sur le point de savoir si l'on devait adopter une définition du génocide de caractère général, comme le proposait l'amendement déposé par le représentant de la France (Rapp.Spiropoulos, 10) et rédigé comme suit (Doc.A/C 6/211 du 1er et 5 octobre 1948) :

"Le crime contre l'humanité, dénommé génocide, est une atteinte à la vie qui vise un groupe humain ou un individu en tant que membre d'un groupe humain, notamment du fait de sa nationalité, de sa race, de sa religion ou de ses opinions;"

"qui est commis, favorisé ou toléré par les gouvernants d'un Etat" ...

La Commission s'est prononcée pour le principe de l'énumération, l'amendement soumis par le représentant de la France ayant été retiré.

On remarquera tout de suite que la proposition, non seulement, donne du génocide une définition générale, mais, en visant la simple "persécution", va beaucoup plus loin encore que l'amendement français qui ne visait que "l'atteinte à la vie".

Deuxième observation.

La sixième Commission a été saisie également de la question de savoir si les groupes politiques devaient figurer au nombre des groupes que la Convention était appelée à protéger ou si ces groupes devaient être exclus de l'article II.

Il fut d'abord décidé de maintenir les groupes politiques, mais cette décision fut rapportée par la suite (Rapp. Spiropoulos, 10 et 21).

La proposition, en rendant punissable la persécution d'un groupe d'individus, notamment en raison de leurs opinions, rétablit la protection spéciale des groupes politiques, que la convention internationale sur le génocide n'a pas admise.

Troisième observation.

La sixième Commission a eu à examiner également si la Convention devait s'étendre à une forme particulière de génocide, dénommée "génocide culturel".

Le génocide culturel est constitué par les actes tendant à détruire la langue, la religion ou la culture d'un groupe. Il réalise une destruction spirituelle alors que le génocide proprement dit réalise une destruction physique (83).

La Commision a décidé de ne pas insérer dans la Convention desdispositions relatives au génocide culturel (Rapp. Spiropoulos, 11).

En visant la persécution d'un groupe d'individus en raison de leur nationalité, de leur race, de leur religion ou de leurs opinions, la proposition aboutit à faire admettre la notion du génocide culturel, rejetée par la convention internationale du 9 décembre 1948.

Quatrième observation.

L'article II de l'avant-projet de convention soumis à l'examen de la sixième Commission était conçu comme suit (Doc. A.C. 6/225, 8 oct. 1948) :

"Dans la présente convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes prémédités ci-après, commis dans l'intention de détruire un groupe national, racial, religieux ou politique, en raison de l'origine nationale ou raciale, des croyances religieuses ou des opinions politiques de ses membres...

La sixième Commission s'était demandée, en ce qui concerne les motifs des actes de génocide, s'il y avait lieu de maintenir le membre de phrase ci-dessus souligné.

Ce point fut tranché par adoption d'un amendement du Vénézuela tendant à supprimer le passage en question et à insérer les mots "en tant que tel" après les mots "groupe national, racial ou religieux", la première partie de l'article II s'énonçant alors comme suit :

"Dans la présente convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, totalement ou partiellement, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, en tant que tel". (Rapp. Spiropoulos, 10).

Le texte du nouvel article 100 bis de la proposition où l'on retrouve les mots : "en raison de" ..., ne concorde pas, sur le point ici considéré, avec le texte de la convention internationale sur le génocide.

Cinquième observation.

La proposition prévoit des peines contre quiconque persécute, même s'il agit ou fait partie d'une organisation agissant comme organe d'un Etat ou avec l'encouragement ou la tolérance d'un Etat. (Comp. texte de la résolution du Congrès de Paris, supra, première observation).

L'article IV de la Convention sur le génocide dispose que les personnes ayant commis le génocide ... seront punies, qu'elles soient des gouvernants, des fonctionnaires ou des particuliers.

Précisons, à la lumière des discussions de la sixième Commission, la portée de cet article IV (Rapp.Spiropoulos, 13; 92, 93, 95 et 96).

L'article IV ne traite que de la responsabilité pénale des individus, auteurs d'actes de génocide (93, pp.9 et 10; 96, p.5) et non pas, en outre, comme certains délégués (ceux du Royaume Uni et de la Belgique,notamment) l'auraient voulu, d'une responsabilité des Etats, susceptible de donner lieu à l'intervention de la Cour internationale de Justice qui, constatant la violation d'une convention internationale par l'Etat en cause, aurait compétence pour ordonner la cessation des mesures incriminées et prescrire des réparations pécuniaires en faveur des victimes (93, p.7; 95, pp.3, 8 et 12; 96, pp. 6 à 8).

C'est en réalité à l'article IX de la Convention que la question de la responsabilité d'un Etat sera envisagée.

De longs débats se sont engagés au sujet de la portée à donner au mot "gouvernant".

Il a été admis que ce terme s'appliquait à tous ceux qui avaient la responsabilité effective du pouvoir (93, p.3), mais non pas aux monarques constitutionnels, qui ne pouvaient agir que par leurs ministres ou jouissaient d'une immunité personnelle (Rapp. Spiropoulos, 13).

Par contre, sont visés par la Convention les dictateurs exerçant un pouvoir personnel effectif (93, p.3), ainsi que les gouvernants de fait et les usurpateurs (Rapp.Spiropoulos, 13).

On peut considérer également que la responsabilité des gouvernants à l'intérieur de l'Etat doit être réglée d'après les dispositions constitutionnelles de chaque Etat (voir déclaration du Président de la Commission, 93, p.7).

Une autre question importante, qui s'est posée au cours des discussions de la Commission, est relative à un amendement ainsi conçu déposé par la délégation de l'U.R.S.S. (Rapp.Spiropoulos, 13) et devant constituer le deuxième alinéa de l'article IV :

"Ni les prescriptions de la loi ni l'ordre d'une autorité supérieure ne peuvent justifier le génocide".

Cet amendement fut rejeté.

Les raisons mises en avant pour soutenir ou pour combattre l'amendement méritent d'être mentionnées (92).

Les partisans du texte proposé faisaient valoir que l'amendement s'inspirait de l'article 8 du statut de Nuremberg et que, si l'on admettait comme cause de justification l'obéissance à la loi ou aux ordres de l'autorité, la plupart des exécutants du crime de génocide pourraient échapper au châtiment. Certains ajoutaient qu'en pareille hypothèse seul Hitler aurait pu être poursuivi comme criminel nazi.

Les adversaires de l'amendement soutenaient, par contre, que le tribunal de Nuremberg avait été créé à un moment spécial, pour juger des crimes spéciaux commis par les "grands criminels de guerre des pays européens de l'Axe".

Or, le génocide se commet en temps de paix comme en temps de guerre et la Convention doit légiférer principalement pour les crimes commis en temps de paix (92, p.7).

D'autre part, l'obéissance à l'ordre supprime souvent l'élément intentionnel requis pour que le génocide soit punissable (92, p.8).

Enfin, et surtout, le principe inscrit dans l'amendement est contraire à la législation interne d'un grand nombre d'Etats, parmi lesquels figure la Belgique. (Comp.ce qui a été dit, dans la première partie de l'avis au sujet de l'application de l'article 70 du Code pénal en matière de crimes de guerre).

On voit tout de suite la différence qui existe entre le texte de la Convention et celui de la proposition de loi.

D'une part, on ne retrouve pas dans celle-ci les distinctions qui figurent dans celle-là et, d'autre part, l'auteur de la proposition ne précise pas si ou dans quelle mesure l'article 70 du Code pénal s'appliquera à celui qui agit comme organe d'un Etat.

En rendant dans l'Etat même, dans la nation, un individu punissable pour des actes accomplis par lui comme organe de l'Etat, et punissable également quiconque agit avec l'encouragement ou la tolérance de l'Etat, c'est-à-dire conformément à la volonté de l'Etat, le texte proposé, par sa portée générale, atteindrait celui qui, dans certains cas, exécute la loi et même celui qui l'aurait votée.

Non pas seulement celui qui a exécuté ou participé à l'établissement d'une loi étrangère que la nôtre réprouve, mais celui qui en Belgique a voté ou appliqué une loi belge que le juge estimerait comporter la persécution qualifiée par le texte répressif.

*

Les considérations qui précèdent montrent assez que l'article 100 bis de la proposition ne concorde pas avec les textes correspondants de la Convention.

En effet, alors que la définition du génocide comportait dans celle-ci une énumération précise, l'auteur de la proposition donne de ce crime une définition générale qui, par l'adoption du critère de la "persécution", élargit de manière démesurée le champ de la répression (1ère observation).

L'article 100 bis aboutit, par ailleurs, à rétablir ce qui avait été rejeté : le génocide culturel et l'inclusion des groupes politiques dans les groupes protégés (2e et 3e observations).

Cet article reprend, en outre, contrairement au texte de la convention, l'énumération des mobiles du crime de génocide (4e observation).

Enfin, l'article 100 bis ne concorde pas exatement avec la convention, en ce qui concerne les personnes punissables et l'application de l'article 70 du Code pénal (5e observation).

*
* *

Dans un autre ordre d'idées, l'article 100 bis de la proposition soulève, en outre, les observations suivantes :

a) En matière criminelle, il est sans exemple que la loi laisse au juge l'alternative entre deux peines différentes. Si la peine que l'on applique au crime envisagé est la mort, les travaux forcés ne seront appliqués qu'en cas de circonstances atténuantes; il est inutile de le rappeler dans l'article 100 bis, les articles 79 et 80 du Code pénal y pourvoyant.

b) La durée de la peine des travaux forcés n'est pas fixée. Or, la peine accessoire prévue à l'article 18 du Code pénal (affichage de l'arrêt) n'est encourue qu'en cas de travaux forcés à perpétuité. De même, l'échelle des peines, en cas d'admission de circonstances atténuantes, varie suivant la durée des travaux forcés (art. 80 C.pén.)

c) En matière criminelle, la peine capitale et la peine privative de liberté sont rarement - pour ne pas dire jamais - cumulées avec une peine d'amende, bien qu'aux termes de l'article 38 du Code pénal, la chose ne soit pas juridiquement impossible.

d) Une amende de cent millions de francs est tout à fait inconnue dans le droit pénal belge. Sauf disposition légale dérogatoire, pareille amende doit encore être majorée des décimes additionnels. Un taux aussi énorme aboutit en fait à la peine de la confiscation des biens, que la Constitution déclare ne pouvoir être établie.

Les quatre observations ci-dessus valent également pour les articles 100 ter et 100 quater de la proposition. Les observations sub c/ et d/ s'appliquent de même aux articles 100 quinquies et 100 sexies.

Ajoutons enfin qu'un article 100 bis a déjà été inséré dans le Code pénal par la loi du 28 juillet 1934.

Article 100 ter de la proposition

Aux termes de l'article III de la convention internationale, seront punis les actes suivants :

a) Le génocide.

b) L'entente en vue de commettre le génocide.

c) L'incitation directe et publique à commettre le génocide.

d) La tentative de génocide.

e) La complicité dans le génocide.

La complicité et la tentative correspondant, dans notre droit pénal, à des notions précises, nous ne nous occuperons ici que du litt. b., relatif à l'entente en vue de commettre le génocide, réservant le litt. c. pour l'examen de l'article 100 sexies.

Au cours des discussions de la sixième Commission, le délégué de la Belgique fit remarquer à l'appui d'un amendement déposé par lui, que "la notion d'entente, trop vague et inconnue du droit belge", avait été remplacée par celle de complot".

"Il est vrai, ajouta-t-il, que cette dernière notion est plus restreinte que la notion anglaise de conspiracy, mais il est impossible de trouver dans les législations européennes une notion qui s'en rapproche davantage" (84, p.2).

Si l'on tient compte, par ailleurs, des déclarations faites par le représentant de la Suède (Rapp. Spiropoulos 12, en note), on peut conclure que, dans le cadre de notre Droit pénal, c'est la punition du complot qui correspond à l'engagement conventionnel de réprimer "l'entente en vue de commettre le génocide".

Sur ce point, le principe inscrit dans l'article 100 ter de la proposition correspond à l'esprit de la convention internationale, sous réserve des fins auxquelles le complot tend (voir critique de l'art. 100 bis nouveau).

L'article 100 ter, alinéa 1er, est la transposition partielle de l'article 109 du Code pénal.

L'alinéa 2 du même article correspond à l'article 110 du Code pénal.

Articles 100 quater et 100 quinquies de la proposition

Ces articles correspondent respectivement, mutatis mutandis, aux articles 111 et 112 du Code pénal, avec une variante, en ce qui concerne l'article 112 in fine.

Cette variante ne se justifie pas.

En effet, les peines prévues pour le cas où la résolution a été suivie d'un acte préparatoire à l'exécution sont exactement les mêmes que dans l'hypothèse où cette résolution est restée sans acte préparatoire.

Pourquoi dès lors faire la distinction ?

D'autre part, en tant qu'il frappe la seule résolution sans acte préparatoire, l'article 100 quinquies semble vouloir punir le crime simplement conçu. On se demande, dans ces conditions, comment l'existence de ce prétendu crime pourra être établi dans l'état actuel de nos procédés d'investigation.

Mais à supposer qu'il devienne possible d'établir, sans chance d'erreur , la pensée volontaire, l'intention acceptée, il resterait à démontrer qu'il est utile d'introduire dans le droit positif cette répression jusqu'à présent ignorée de nos codes.

*

* *

Il est à remarquer que la convention internationale ne prescrit pas obligatoirement la punition des infractions prévues aux articles 100 quater et 100 quinquies de la proposition.

Article 100 sexies de la proposition.

Le texte de l'article proposé correspond au 4° des résolutions du Congrès de Paris :
"Il est nécessaire que les lois réprimment les propagandes qui préconisent l'extermination ou la persécution d'un individu ou d'un groupe d'individus, en raison de leur nationalité, de leur race, de leur religion ou de leurs opinions démocratiques."

Le texte de la convention internationale est infiniment plus restrictif et ne rend punissable que l'incitation directe et publique à commettre le génocide.

Quelle est la portée de ces termes, qui ont fait l'objet d'une discussion assez longue et parfois confuse au sein de la sixième Commission (84, 85, 86 et 87; Rapp. Spiropoulos, 12) ?

Le texte primitif du litt. c. avait été rédigé comme suit : "l'incitation directe, publique ou non publique, à commettre le génocide sera punie, qu'elle soit ou non suivie d'effets".

Plusieurs délégations, parmi lesquelles celle des Etats-Unis, proposèrent la suppression pure et simple de ce texte, dans lequel elles voyaient notamment un danger pour la liberté de la presse (84, p. 9; 85, p.7). La Belgique avait déposé un amendement de compromis pour le cas où l'amendement américain serait rejeté, ce qui eut lieu (84, p. 12).

L'amendement belge qui visait à obtenir la suppression des mots "ou non publique", et "qu'elle soit ou non suivie d'effets", fut adopté.

Le délégué belge s'est expliqué en ces termes sur la portée de son amendement :

"L'incitation directe à commettre le génocide n'est punissable, aux termes de l'amendement belge, que si elle est publique et si elle est suivie d'effets (84, p.2)...

... "Cette modification de texte permettra à chaque législation nationale de décider, conformément à ses propres règles relatives à l'incitation au crime, si l'incitation au génocide doit, pour être punissable, être suivie d'effets.

"La délégation belge a proposé cette suppression afin que les Etats ne soient pas placés devant le dilemme suivant : rejeter la Convention ou admettre une modification profonde d'un principe fondamental de leur droit pénal. Au lieu d'imposer une solution uniforme sur une question qui n'est pas essentielle, il est préférable de la passer sous silence et de laisser les juges de chaque pays appliquer les principes auxquels ils sont habitués....

"Etant admis que le silence de la Convention sur ce point ne supprimera nullement l'application de la loi nationale en cette matière; que, par conséquent, une fois le génocide reconnu comme crime, des modalités telles que la complicité et l'incitation deviendront punissables, conformément aux principes généraux de chaque législation nationale, M.Kaeckenbeeck estime qu'il serait possible d'aller plus loin que son propre amendement et de se rallier à l'amendement des Etats-Unis qui propose de supprimer l'alinéa c).

"En ce qui concerne la Belgique, la suppression de cet alinéa n'aurait pas pour résultat de rendre l'incitation au génocide non punissable, mais seulement de laisser jouer le droit belge, en matière de répression de l'incitation au crime" (85, p.2).

Il convient de noter ici, d'après les délibérations de la sixième Commission, la différence qui existe entre l'incitation directe et publique, prévue au litt.c., et la propagande, au sens courant de ce mot.

L'U.R.S.S. avait introduit un amendement tendant à ajouter à l'article III de la Convention un litt.f) ainsi conçu (A/C.6/215) :

"f) Toutes les formes de propagande publique (presse, radio, cinéma, etc...) visant à attiser les haines ou les inimitiés raciales, nationales ou religieuses, ou ayant pour but de pousser à l'exécution de crimes de génocide".

Cet amendement fut rejeté, mais il est intéressant de retenir quelques uns des éléments de la discussion qui a surgi à son sujet.

"Parlant en qualité de représentant de la Grèce, M. Spiropoulos, rapporteur, déclare qu'à son avis, l'amendement de l'U.R.S.S. ne trouve pas sa place dans une convention sur le génocide.

"En ce qui concerne les formes de propagande publique "visant à attiser les haines ou les inimitiés raciales, nationales ou religieuses", la convention sur le génocide ne saurait en prévoir la répression, étant donné que l'intention de détruire un groupe déterminé, qui est un élément essentiel de la définition du génocide, fait défaut ...

"Quant aux formes de propagande publique "ayant pour but de pousser à l'exécution de crimes de génocide", leur répression est assurée par les dispositions de l'alinéa c) "... (86, p.16).

Le délégué des Etats-Unis fit remarquer qu'"il ne faudrait pas que, par l'adoption de l'amendement de l'U.R.S.S., la Convention serve de prétexte à certains pays pour harceler d'autres pays dans lesquels la liberté de la presse est reconnue" (86, p.18).

"On ne saurait objecter, selon le délégué de Haïti, que l'alinéa c) comprendrait les cas visés à l'amendement de l'U.R.S.S. En effet, l'alinéa c) prévoit l'incitation au crime de génocide, tandis que l'amendement de l'U.R.S.S. envisage la diffusion d'idées qui, si elles étaient partagées, pourraient conduire au génocide."

"La force dynamique des idées est incontestable. Si l'on veut prévenir le génocide, il faut empêcher tout ce qui peut conduire à ce crime. Or, rien n'y conduit davantage que la diffusion des idées de haine" ...(86, p.19).

Le délégué de l'Iran déclare de son côté :
"La deuxième partie de cet alinéa (amendement de l'U.R.S.S) vise la propagande en vue de l'exécution du génocide. Si cette propagande a pour effet direct de pousser à l'exécution du génocide, elle tombe sous le coup de l'alinéa c) de l'article (III) qui punit l'incitation. Si, au contraire, cette propagande ne constitue qu'une incitation indirecte au crime, elle ne doit pas être prise en considération, car la Commission a déjà exclu implicitement l'incitation indirecte de l'énumération de l'article (III)" (87, p.2).

Le représentant de l'Uruguay rappelle que, par l'adoption de l'alinéa c) ...,"la Commission a déjà déclaré punissable l'incitation publique au génocide, à laquelle peuvent être rattachés les actes de propagande publique en vue de l'exécution du génocide, visés par la dernière partie de l'amendement de l'U.R.S.S." (87, p.3).

Le délégué de l'U.R.S.S. s'exprime comme suit :
... "Un troisième argument consiste à déclarer que les actes de propagande sont déjà prévus dans l'alinéa c)... Or, l'expression "incitation directe" limite la notion d'incitation, déjà réduite par la suppression, dans l'alinéa c) des mots "ou non publique" et "qu'elle soit ou non suivie d'effets". Si l'amendement de l'U.R.S.S. était rejeté, on pourrait prétendre que la propagande n'est pas visée dans l'alinéa c), qui ne traite que de l'incitation directe; en outre, du fait que la notion de propagande aurait été formellement rejetée, on pourrait même conclure que les dispositions de l'alinéa c) excluent expressément la notion de propagande" (87, p.7).

*

* *

Il résulte des éléments qui précèdent qu'en opposition avec le texte de l'article 100 sexies de la proposition, la convention internationale ne prévoit pas la répression de toutes les propagandes quelconques "qui préconisent la persécution d'un groupe", mais uniquement des propagandes qui peuvent être considérées comme une "incitation directe et publique à commettre le génocide".

Il importe de remarquer, par ailleurs, que le terme "préconise", figurant dans l'article 100 sexies, est vague et imprécis.

On doit se demander également quelle est la raison pour laquelle le texte de la proposition envisage la persécution d'un groupe d'individus en raison de leurs opinions "démocratiques". La Constitution protège toutes les opinions et le mot "démocratique", qui n'est pas repris dans la convention internationale, mériterait au moins d'être défini, à raison des significations fort variables que ce terme comporte.

Article 100 septies de la proposition.

Dans l'état actuel de notre législation, la peine accessoire prévue au a) de l'article 100 septies doit être prononcée par tous arrêts de condamnation à la peine de mort, des travaux forcés, de la détention perpétuelle ou extraordinaire et de la réclusion. Elle peut l'être pour la détention ordinaire (art.19 Code pénal).

D'autre part si, par admission de circonstances atténuantes, la peine effectivement prononcée n'était qu'une peine correctionnelle, la peine accessoire susdite ne pourrait être appliquée.

Le a) de l'article proposé apparaît donc comme inutile ou contraire à la législation pénale existante.

En ce qui concerne le b) de l'article 100 septies, l'article 31 du Code pénal prévoit que tous arrêts de condamnation à la peine de mort ou aux travaux forcés prononceront l'interdiction à perpétuité de certains droits.

Aux termes de l'article 32 du Code pénal, les Cours d'assises pourront prononcer cette interdiction à charge des condamnés à la réclusion ou à la détention.

L'article 33 du Code pénal, par contre, n'autorise pas l'interdiction à perpétuité en cas de condamnation correctionnelle.

Le b) de l'article 100 septies semble avoir été prévu pour que, en cas d'admission de circonstances atténuantes ayant pour résultat de correctionnaliser le crime, la peine accessoire de l'interdiction à perpétuité doive cependant être prononcée.

Pareille disposition trouve un précédent dans l'article 123 sexies du Code pénal. Elle n'est conforme, toutefois, ni aux articles 32 et 33 du Code pénal, ni à l'article 84 du même Code.

Le c) de l'article 100 septies semble être inspiré de l'article 123 sexies du Code pénal, qui édicte une mesure analogue sous le litt. e.

Au sujet du d) de l'article 100 septies, il y a lieu de faire observer que la peine de la surveillance spéciale de la police a été supprimée par l'article 31 de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.

L'arrêté-loi du 10 novembre 1945 simplifiant la procédure dans certains cas d'infraction contre la sûreté extérieure de l'Etat, modifié par l'arrêté-loi du 20 juin 1946, a prévu une sanction qu'il appelle la "mise sous contrôle de la police".

Article 2 de la proposition

Les modifications qui ont été apportées à l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale ont été examinées dans la première partie de cet avis.

Le 4° de cet article 10, dont le texte avait été fixé par l'article 1er de la loi du 20 juin 1947, fut modifié à nouveau par la loi du 2 avril 1948 (Pasin., p. 238 avec travaux préparatoires).

Le texte actuel est le suivant :

"4. En temps de guerre, contre un ressortissant belge, un étranger résidant en Belgique au moment de l'ouverture des hostilités, ou un ressortissant d'un pays allié de la Belgique au sens de l'alinéa 2 de l'article 117 du Code pénal une infraction d'homicide ou de lésion corporelle volontaires, de viol, d'attentat à la pudeur ou de dénonciation à l'ennemi".

Dans l'intention du législateur, il ne s'agit pas ici d'une mesure d'ordre général qui étende la compétence des tribunaux belges à des délits de droit commun commis à l'étranger par un étranger et dont un de ses compatriotes serait victime. Il s'agit, en réalité, de pouvoir poursuivre devant les tribunaux belges les criminels de guerre allemands pour l'ensemble des faits d'assassinats, de meurtre, de viol ou de violence dont ils se sont rendus coupables, notamment dans des camps de concentration, où se trouvaient confondus prisonniers belges et prisonniers alliés (voir déclarations du Ministre de la Justice, reprises à la Pasinomie précitée).

La proposition ne tient pas compte des modifications qui ont été successivement apportées à l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 par l'arrêté-loi du 5 août 1943, la loi du 20 juin 1947 et enfin la loi du 2 avril 1948.

D'autre part, pour mettre le texte de l'article 10 en harmonie avec la convention sur le génocide, il faut notamment prendre en considération les éléments suivants :

1) Le génocide est punissable en temps de paix comme en temps de guerre (art.1er de la Convention).

2) Les personnes ayant commis le génocide à l'étranger seront punies, qu'elles soient des gouvernants, des fonctionnaires ou des particuliers (art.IV de la Convention).

3) La détermination des groupes à l'égard desquels le crime de génocide devra être commis à l'étranger pour que les tribunaux belges puissent en connaître (par exemple, groupes de ressortissants belges, en temps de paix comme en temps de guerre, groupes d'étrangers résidant en Belgique à l'ouverture des hostilités et groupes d'étrangers alliés, en temps de guerre seulement).

III. INCIDENCE DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR NOTRE LEGISLATION.

Certains points de notre législation devront être modifiés en vue de la conformer à la convention sur le génocide, dans l'hypothèse où celle-ci serait approuvée par les Chambres.

Il importe maintenant d'indiquer ces points et, pour ce faire, de commenter certains articles de la Convention, dans la mesure où ils ne l'ont pas encore été jusqu'à présent.

Article II.

(Voir nos observations au sujet de l'article 100 bis nouveau de la proposition).

L'élément intentionnel du crime de génocide est exprimé dans les mots : "Commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe ... comme tel"

Une discussion longue et parfois confuse s'est engagée entre les membres de la sixième Commission au sujet de cet élément intentionnel (75 à 78).

On se rappellera que l'avant projet de convention soumis aux délibérations de la Commission était rédigé comme suit :

"Dans la présente convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes préméditès ci-après commis dans l'intention de détruire un groupe national, racial, religieux ou politique, en raison de l'origine nationale ou raciale, des croyances religieuses ou des opinions politiques de ses membres",...

Deux tendances extrêmes se manifestèrent dans les amendements proposés à cet article. Les uns (amendement du Royaume-Uni) voulaient supprimer toute mention des motifs ou des mobiles de l'acte pour ne retenir que l'intention de détruire un groupe, les autres (amendement de l'U.R.S.S.) étaient partisans d'une énumération explicite des mobiles.

C'est ainsi que, d'une part, le Royaume-Uni proposait la suppression pure et simple de la phrase : " en raison de l'origine nationale, " etc... et que, d'autre part, l'U.R.S.S. proposait de remplacer comme suit le texte de l'avant-projet :

..." Le génocide s'entend de l'un quelconque des actes criminels ci-après, tendant à la destruction physique de groupes raciaux, nationaux (religieux), et commis pour des motifs de race, de nationalité (de religion)".

Entre ces deux amendements extrêmes, un troisième amendement, que l'on peut considérer comme un amendement de compromis, fut déposé par le délégué du Vénézuela et adopté finalement par la Commission.

Voici le texte de l'amendement vénézuelien (A/C. 6/231, 13 octobre 1938) :

"Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, totalement ou partiellement, un groupe national, racial ou religieux, en tant que tel".

Le délégué du Royaume-Uni fit valoir, à l'appui de son amendement, que, du moment où l'intention de détruire un groupe existe, il y a génocide, quelles que soient les raisons que pourront invoquer les auteurs du crime, et que la phrase dont il préconisait la suppression était, non seulement inutile, mais encore dangereuse, étant donné son caractère restrictif qui permettrait aux auteurs d'un crime de génocide de prétendre qu'ils n'ont pas commis mis leur crime "en raison de" l'un des motifs énumérés dans l'article (75, p.12).

Le délégué du Vénézuela fit observer de son côté que l'énoncé des motifs était inutile et même dangereux, car une telle énumération limitative serait une arme puissante entre les mains des coupables pour se soustraire à l'accusation de génocide; les défenseurs des coupables maintiendraient que les crimes ont été commis pour des raisons autres que celles qui seraient énumérées dans l'article II. Il suffit de maintenir l'intention comme élément constitutif du crime.

Le représentant du Vénézuela concluait en estimant que son amendement devrait donner satisfaction aux délégations qui sont en faveur du maintien de l'énoncé des motifs; en effet, les motifs sont inclus implicitement dans les mots "en tant que tel" (75, p.15 et 76, p.6).

Plus tard, le délégué du Vénézuela déclara encore que son amendement supprimait l'énumération figurant à l'article II, mais réintroduisait les mobiles du crime, sans cependant le faire sous une forme limitative, ne prêtant pas à l'addition d'autres motifs que ceux énumérés. Le but de l'amendement est de donner aux juges qui seront appelés à connaître des cas de génocide un plus large pouvoir discrétionnaire. Le juge pourrait retenir d'autres mobiles que ceux qui font l'objet de l'énumération figurant à l'avant-projet (77, p.4).

Malgré ces explications, des interprétations divergentes de l'amendement vénézuelien se firent encore jour, parmi certaines délégations, spécialement sur le point de savoir si ou dans quelle mesure, les termes employés incluaient ou non les mobiles du crime.

L'amendement fut adopté par 27 voix contre 22, avec deux abstentions, après que le Président de la Commission eût déclare que le votc porterait "sur le texte de l'amendement dont l'interprétation appartiendra à chaque Gouvernement, lorsqu'il s'agira de ratifier et d'appliquer la Convention" (77, p.6).

Des divergences d'interprétation persistèrent encore après le vote (77 et 78).

*

* *

Les divers actes de génocide énumérés par l'article II n'ont pas donné lieu à de longs débats (78 à 83).

L'adjonction des mots "ou mentale" au litt.b) se justifie par le désir de comprendre dans l'énumération les actes de génocide commis au moyen de stupéfiants (Rapp.Spiropoulos,10).

D'autre part, alors que dans l'avant-projet, il n'était question que d'atteinte à l'intégrité physique, le délégué du Royaume-Uni fit admettre la notion d'atteinte grave (81, pp.6 et 12).

En ce qui concerne le litt.c), le texte de l'avant-projet était rédigé comme suit :

"Soumission à des traitements ou conditions de vie destinés à entraîner la mort".

L'U.R.S.S. proposait un autre texte :

"Soumission intentionnelle de tels groupes à des conditions d'existence faites pour entraîner leur destruction physique totale ou partielle".

Par ailleurs, l'amendement suivant avait été déposé par le délégué du Royaume-Uni :

"Soumission à des traitements ou conditions de vie destinés à entraîner la mort et de nature à le faire".

Le délégué de la Belgique fit observer que le texte de l'amendement de l'U.R.S.S. exprimait à deux reprises la notion d'intention et qu'il serait bon en conséquence de remplacer l'expression "faites pour" ou "tendant à" par les mots employés dans l'amendement du Royaume-Uni, c'est-à-dire "de nature à". Le délégué belge estimait que la meilleur formule consisterait à dire "devant entraîner". On conserverait ainsi l'idée essentielle de l'amendement, en y ajoutant le concept que les mesures prises, sont susceptibles de provoquer le résultat recherché (81, p.14).

L'intervention du délégué belge permit d'aboutir à une rédaction qui recueillit l'adhésion des délégations de l'U.R.S.S. et du Royaume-Uni.

Cette rédaction correspondait, à l'un ou l'autre détail près, au texte qui devait devenir le litt.c) de la Convention (82, pp.2 et 3).

Il est à remarquer, comme l'a fait observer le représentant de l'U.R.S.S. à l'appui de son amendement, que le texte proposé ne contient pas d'énumération, car il est impossible de prévoir toutes les mesures qui pourraient être prises pour créer les conditions d'existence envisagées (81, p.14).

En ce qui concerne le litt.d), la délégation de l'U.R.S.S. avait proposé un amendement visant l'ensemble de l'article II et citant, à titre exemplatif, toute une série d'actes de génocide, parmi lesquels figurait "le fait d'empêcher les naissances par la stérilisation et l'avortement forcé".

Le délégué de l'Iran fit observer que la formule employée dans l'avant-projet (formule identique au texte actuel du litt.d) était générale et répondait à l'ensemble du problème et qu'on pouvait l'interpréter de telle manière qu'elle se rapporte au fait d'empêcher les naissances par la stérilisation ou l'avortement forcé (82, p.4).

La question se pose de savoir dans quelle limite les termes généraux du litt.d) permettent de considérer comme actes de génocide, en dehors de la stérilisation et de l'avortement forcé, d'autres mesures éventuelles "visant à entraver les naissances au sein du groupe".

En ce qui concerne enfin le litt.e), le texte adopté reprend un amendement déposé par le délégué de la Grèce, qui fit valoir qu'il n'y avait aucune différence entre le fait d'empêcher la naissance par stérilisation ou avortement et l'enlèvement de l'enfant après sa naissance.

Le même argument fut repris par d'autres délégués (82, pp.9 et 10).

Certains délégués toutefois objectèrent que l'amendement grec était vague et imprécis.

Le délégué belge s'abstint au vote, estimant que dans l'avenir, les interprétations de ce texte seront très délicates. Faut-il que le transfert soit permanent ? Suffit-il que les enfants soient transférés pour des raisons purement religieuses ou culturelles ? (82, p.13).

*
* *

L'approbation éventuelle par le Parlement de la convention internationale sur le génocide imposera l'introduction dans notre législation de textes prévoyant la répression des actes de génocide, compte tenu de la lettre et de l'esprit de l'article II de la Convention et compte tenu également des dispositions de notre Code pénal, susceptibles d'être utilisées dans la matière envisagée.

Il ne faut pas perdre de vue, à cet égard, que le génocide est un crime spécifique, un crime du droit des gens, et qu'il se distingue, par conséquent, du crime politique ordinaire ou du crime de droit commun (73, p.11; 76, p.3).

Notons, par ailleurs, que le génocide, à raison de son caractère de crime international, sera éventuellement susceptible d'être jugé par une Cour criminelle internationale à créer (art.VI de la Convention). Il pourra donner lieu également, dans certains cas, à l'intervention de la Cour internationale de Justice (art. IX de la Convention).

C'est à raison de ce caractère tout particulier du crime de génocide qu'il serait souhaitable de faire figurer les dispositions répressives nouvelles sous un titre spécial du Code pénal, le titre VIII bis du Livre II, faisant suite au titre VIII qui traite des crimes et des délits contre les personnes, et précédant le titre IX relatif aux crimes et délits contre les propriétés.

Article III

Littera b) : Entente en vue de commettre le génocide.

(Voir nos observations à propos de l'article 100 ter de la proposition).

Pour mettre notre législation en concordance avec la convention sur le génocide, il suffira de s'inspirer des dispositions de notre Code pénal sur le complot (art.109 et 110 du Code pénal).

Littera c) : Incitation directe et publique à commettre le génocide.

(Voir nos observations à propos de l'article 100 sexies de la proposition).

L'ensemble des dispositions de notre législation relative à la provocation peut s'appliquer au cas envisagé.

S'il s'agit d'une provocation directe et publique, suivie d'effet, il y aura acte d'auteur ou de coauteur du crime, prévu par le dernier alinéa de l'article 66 du Code pénal.

S'il s'agit d'une provocation au crime, non suivie d'effet, il y aura application de l'article 1er de la loi du 25 mars 1891, modifié par l'article 3 de la loi du 28 juillet 1934.

Il y aura également application éventuelle de la loi du 7 juillet 1875, relative aux offres ou propositions de commettre certains crimes (Comp. art.123 bis du Code pénal).

Il est à remarquer que, quand ils constituent des délits politiques ou de presse, les délits prévus par l'article 1er de la loi précitée du 25 mars 1891, aussi bien que ceux prévus par l'article 66 du Code pénal, ne peuvent donner lieu à la détention préventive de leurs auteurs. La proposition, faite par le Gouvernement, de supprimer, en ce qui concerne les délits de la loi de 1891, l'immunité consacrée à cet égard, quand ils ont le caractère de délits politiques ou de presse, par les décrets des 19 (art.8) et 20 (art.9) juillet 1831, en ce qui concerne la détention préventive, a été repoussée par la législature, et cette immunité a été maintenue par la loi du 19 juillet 1934, modifiant l'article 8 du décret du 19 juillet 1831, sauf s'il s'agit de délits prévus par le titre 1er du livre II du Code pénal (Nypels et Servais, Le Code pénal belge interprété, Edit. 1938, I, p.298).

On pourrait étendre l'exception aux délits prévus par le titre VIII bis (génocide) du livre II du Code pénal.

Littera d) : Tentative de génocide.

Application des articles 51 et suivants du Code pénal.

Littera e) : Complicité dans le génocide.

Application des articles 67 et suivants du Code pénal.

Article IV

(Voir notre cinquième observation à propos de l'article 100 bis nouveau de la proposition).

En ce qui concerne les auteurs d'actes de génocide, les dispositions nouvelles de notre Code pénal, ne devront évidemment pas reprendre l'énumération des personnes coupables figurant à l'article IV de la Convention : gouvernants, fonctionnaires, particuliers, sauf à maintenir cette précision dans le chapitre II du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle (art.10 notamment).

Rappelons que la responsabilité des gouvernants à l'intérieur de chaque Etat, doit être réglée d'après les dispositions constitutionnelles de chaque Etat.

Dès lors, si un gouvernant, un ministre par exemple, est en cause, on ne pourra que faire application des articles 90 et 134 de la Constitution.

Faisons remarquer, d'autre part, qu'un amendement à la convention internationale, tendant à faire admettre que "ni les prescriptions de la loi ni l'ordre d'une autorité supérieure ne peuvent justifier le génocide" a été rejeté (voir notre cinquième observation précitée).

Sauf dispositions législatives nouvelles, s'appliqueront donc à la matière du génocide, notamment les articles 70, 152 et 260 de notre Code pénal (Comp., en matière de crimes de guerre, l'art.3 de la loi du 20 juin 1947).

Article VI

"Les personnes accusées de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III seront traduites devant les tribunaux compétents de l'Etat sur le territoire duquel l'acte a été commis, ou devant la Cour criminelle internationale qui sera compétente à l'égard de celles des parties contractantes qui en auront reconnu la juridiction".

Le rapport Spiropoulos (par.14 et 22) donne toutes indications utiles quant à la rédaction de la partie du texte où il est question de la Cour criminelle internationale.

Comme cette Cour est encore à créer et qu'il faudra, en outre, que la Belgique en reconnaisse la juridiction, il est sans intérêt d'examiner maintenant l'incidence que la compétence éventuelle de cette Cour pourrait avoir sur notre législation.

L'article VI pose toutefois d'autres problèmes sur lesquels il est bon de projeter un peu de lumière.

Le rapport Spiropoulos, en son paragraphe 24, s'exprime comme suit :

... " La Commission a accepté de mentionner dans son rapport à l'Assemblée générale l'idée contenue dans un amendement à l'article VI présenté par le représentant de l'Inde, en vertu duquel "aucune disposition du présent article n'affecte le droit que possède tout Etat de traduire devant ses propres tribunaux l'un quelconque de ses ressortissants à raison d'actes commis hors de son territoire". Sur ce, le représentant de la Suède a demandé que le rapport mentionne également que l'article VI n'exclut pas la juridiction d'un Etat sur les crimes dont ses ressortissants ont été victimes hors du territoire national. Après un échange de vues portant sur les questions soulevées à ce propos, la Commission a adopté ... un texte explicatif destiné à être inséré dans le présent rapport".

Voici ce texte :

"La première partie de l'article VI vise l'obligation de l'Etat dans le territoire duquel des actes de génocide ont été commis : c'est ainsi notamment qu'il n'affecte pas le droit que possède tout Etat de traduire devant ses propres tribunaux l'un quelconque de ses ressortissants à raison d'actes commis hors de son territoire".

A la lumière des discussions fort longues qui ont eu lieu au sein de la sixième Commission (129 à 134), on peut admettre, en ce qui concerne la compétence de nos tribunaux nationaux en matière de génocide, que, dans la mesure où le permettent notre législation interne, les dispositions relatives à l'extradition et le droit international :

a) La Belgique assume l'obligation d'appréhender et de traduire devant ses tribunaux ceux qui se sont rendus coupables de génocide sur son propre territoire.

b) L'article VI de la Convention n'exclut pas la compétence éventuelle des tribunaux belges pour juger les crimes de génocide commis hors du territoire par un ressortissant belge (cfr. les articles 6 à 9 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale).

c) Le même article VI n'exclut pas non plus la compétence éventuelle de nos tribunaux pour juger les crimes de génocide commis hors du territoire par un étranger, notamment contre des ressortissants belges - (voir nos observations au sujet de l'article 10 de la loi du 17 avril 1878, à propos de l'article 2 de la proposition).

Il va de soi que la mise en oeuvre des principes rappelés ci-dessus peut donner lieu à des conflits de compétence entre tribunaux de divers Etats.

D'autre part, cette mise en oeuvre exigera une adaptation de notre législation en ce qui concerne le crime de génocide commis hors du territoire du Royaume (chapitre II du Titre préliminaire du Code d'Instruction criminelle).

Ce qui est essentiel de noter, c'est que malgré les termes assez ambigus de l'article VI (130, pp.6 et 11), la compétence des tribunaux de l'Etat sur le territoire duquel l'acte a été commis n'est pas exclusive. S'il en était autrement, on aboutirait à des conséquences inadmissibles.

En effet, un ressortissant étranger, ayant commis un acte de génocide en Belgique et qui serait parvenu à rentrer dans son pays d'origine, ne pourrait pas y être puni; d'autre part, son extradition ne pourrait pas être obtenues, par application du principe qu'un Etat ne livre jamais ses nationaux aux tribunaux d'un autre Etat. Le crime resterait ainsi sans sanction (129, p. 11), à moins de l'intervention d'une Cour criminelle internationale.

En temps de guerre, par contre, rien ne s'oppose à ce que les auteurs étrangers d'actes de génocide commis sur notre territoire soient livrés de force par les vainqueurs pour être jugés par nos tribunaux, conformément au principe inscrit dans la première partie de l'article VI (Comp. Cour milit. Brux, 31 janv.1949, en cause de Muller et cts. (Sipo)).

Article VII.

"Le génocide et les autres actes énumérés à l'article III ne seront pas considérés comme des crimes politiques pour ce qui est de l'extradition."

"Les parties contractantes s'engagent en pareil cas à accorder l'extradition conformément à leur législation et aux traités en vigueur".

La discussion au sujet de cet article (94 et 95) a porté presqu'exclusivement sur un amendement belge (A/C.6/217, p.3) tendant à remplacer le premier alinéa par le texte suivant:

"Le crime de génocide défini à l'article II ne sera pas considéré comme un crime politique échappant à l'extradition".

On voit tout de suite quelle était la portée de cet amendement. Il s'agissait de n'accorder l'extradition que pour le crime de génocide proprement dit, défini à l'article II de la Convention, et non pour les actes énumérés à l'article III, b., c., d., e., à savoir : l'entente, l'incitation directe, la tentative et la complicité.

Le délégué de la Belgique souligna, dans ses explications, que l'extradition constituait un problème très compliqué, qui supposait la conclusion de traités et des négociations internationales en vue de la revision des traités et qui affectait la législation nationale de chaque pays. C'est pour cette raison qu'il proposait de se tenir au seul crime de génocide, car il serait notamment très difficile de conclure des traités d'extradition, qui engloberaient tous les actes compris dans l'article III. Les difficultés juridiques soulevées par le texte primitif de la Convention pourraient même empêcher la Belgique d'accepter celle-ci dans son ensemble (94, pp.4, 7 et 15).

L'amendement belge fut néanmoins rejeté par 17 voix contre 16, avec 4 abstentions (94, p.14).

Ce rejet explique les réserves formulées par le délégué de la Belgique à la séance plénière de l'assemblée générale des Nations Unies en date du 9 décembre 1948 (supra).

Une chose est, par contre, certaine, c'est que l'article VII de la Convention ne porte aucune atteinte au principe de la non-extradition des nationaux.

Le Président de la sixième Commission a précisé, en effet, que l'extradition s'effectuera conformément aux lois et traités en vigueur, ainsi qu'il est prévu au deuxième alinéa de l'article VII, et que, par conséquent, les Etats dont la législation ne prévoit pas l'extradition des nationaux ne seront nullement tenus de les livrer (95, p.2; voir aussi 94, pp. 8, 9 et 11).

Pour satisfaire au prescrit de l'article VII de la Convention, des modifications devront être apportées en Belgique, à la législation existante sur l'extradition et aux traités internationaux (Cons."Les infractions internationales, les délits politiques et l'extradition", par Stéfan Glaser, Rev.dr. pén. et crim., 1948, p.766).

Het wetsvoorstel waarover het advies van de Raad van State wordt gevraagd heeft als voorwerp de bestraffing van sommige misdaden tegen de mensheid. Het is bij de Senaat ingediend de 25e Juni 1947.

Dit voorstel was dus reeds neergelegd, toen door de Algemene Vergadering der Verenigde Natiën, op 9 December 1948, een overeenkomst werd aangenomen betreffende het voorkomen en het bestraffen van de genocide.

Deze internationale overeenkomst, voor dewelke de afgevaardigde van België stemde, maar die door de Kamers nog niet goedgekeurd werd, raakt een aantal kwesties, waar de auteur van het wetsvoorstel ook bezorgd over geweest is.

In die omstandigheden en in de onderstelling - om practisch werk te leveren - dat het Parlement de nieuwe overeenkomst goedkeurt, moet blijkbaar worden nagegaan in welke mate het wetsvoorstel met de internationale overeenkomst strookt en verder onderzocht worden welke invloed de bekrachtiging van de gezegde overeenkomst op onze wetgeving kan hebben.

De bestraffing, die het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp wil organiseren, evenals alle andere bepalingen, die met dit zelfde doel, in overeenstemming met de bovengenoemde internationale overeenkomst zullen worden genomen, zullen namelijk een territoriale uitbreiding in de toepassing van het nationaal strafrecht en een territoriale uitbreiding der bevoegdheid van onze rechtbanken tot gevolg hebben.

De wetgever is voor hetzelfde probleem komen te staan, wanneer hij de oorlogsmisdadigers heeft willen treffen en de bestraffing heeft willen verzekeren van de tijdens de oorlog gepleegde misdaden tegen de mensheid.

Als inleiding tot de studie van de genocide- misdaad en van zijn bestraffing, ware het aangewezen, in het eerste gedeelte van dit advies, even de kwestie der oorlogsmisdaden toe te lichten en na te gaan op welke wijze de vraagstukken werden opgelost, die in dit verband waren gerezen.

./.

E E R S T E D E E L

De kwestie der oorlogsmisdaden.

Voor de studie van deze kwestie, wordt in hoofdzaak naar de twee volgende documenten verwezen :

1° Verslag uit naam van de Commissie van Justitie belast met het onderzoek van het ontwerp van wet betreffende de bevoegdheid van de militaire rechtscolleges inzake oorlogsmisdaden (Senaat, zitting 1946-1947, Parl. doc. nr. 113).
Dit document zal aangeduid worden, onder de letter S.

2° Verslag namens de Kamercommissie van Justitie (Kamer, zitting 1946-1947, Parl. doc. nr. 311).
Dit document zal aangeduid worden onder de letter C.

I.- HISTORISCH OVERZICHT

Het begrip oorlogsmisdadigheid ontstond na de oorlog 1914-1918. Bij zijn artikelen 227 en volgende, voorzag het Verdrag van Versailles de bestraffing van de personen die, gehandeld hebbende in naam van een Staat in oorlog, aldus deel hadden genomen aan het plegen van diens misdaden en op die wijze hun persoonlijke verantwoordelijkheid op het spel hadden gezet.

Nochtans zou het verwijzen van een aantal van die oorlogsmisdadigers voor de rechtbank van Leipzig ontgoochelende resultaten opleveren (Rede van dhr. Carton de Wiart voor de Kamer, Parl. Handel, zitting van 29 Mei 1947).

In de verklaring van Moskou van 13 October 1943 is voorzien dat de grote oorlogsmisdadigers, wier wanbedrijven niet tot een bepaalde geografische plaats begrensd zijn, zouden bestraft worden door de gemene actie van de geallieerde regeringen en dat de overige misdadigers zouden teruggestuurd worden naar de landen waar hun misdaden werden gepleegd, ten einde er gevonnist of gestraft te worden volgens de wetten van die bevrijde landen (S.p. 1).

De overeenkomst van Londen van 8 Augustus 1945, voor de oprichting van een Internationaal Militair Gerechtshof, overeenkomst waartoe ons land is toegetreden, haalt deze verklaring aan in haar inleiding en bepaalt in haar artikel 6 dat niets in die overeenkomst zou strijdig zijn met de bevoegdheid en de macht van de nationale of bezettingsrechtbanken, opgericht

./.

of op te richten in enige geallieerde landen of in Duitsland voor de berechting der oorlogsmisdadigers (S.p.2).

Zich van deze bepaling inspirerend, heeft de Belgische regering in 1945 een eerste ontwerp van wet neergelegd, dat ingevolge de ontbinding vervallen is. Een tweede ontwerp, verschillend van het eerste, werd op 8 October 1946 bij de Senaat ingediend (C.p. 2) en op 5 Juni 1947, na grondige omwerking, definitief aangenomen.

Aldus ontstond de wet van 20 Juni 1947 betreffende de bevoegdheid van de militaire rechtscolleges inzake oorlogsmisdadders.

II.- DRAAGWIJDTE VAN DE WET VAN 20 JUNI 1947.

A.- Wijziging van artikel 10 der wet van 17 April 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering (art. 1 der wet van 20 Juni 1947).

De besluitwet van 5 Augustus 1943 had aan de drie gevallen opgesomd bij dit artikel 10, waarbij vervolgingen in België werden voorzien tegen de vreemdeling die buiten het Rijk misdrijven zou hebben gepleegd, een 4° toegevoegd, luidend als volgt : "In oorlogstijd tegen een Belgische onderhorige, een misdrijf van vrijwillige doding of vrijwillig lichamelijk letsel, van verkrachting, aanslag op de eerbaarheid of van aangifte aan de vijand."

Artikel 1 van de wet van 20 Juni 1947 heeft het voornoemde 4° gewijzigd en na "Belgische onderhorige" de woorden "of een buitenlands onderdaan in België verblijvende op het ogenblik van de vijandelijkheden" toegevoegd. (Het tweede gedeelte van dit advies handelt over de wijzigingen, die in de wet van 2 April 1948 werden aangebracht).

Aldus wordt het recht op bescherming, dat tot dusver enkel aan de Belgische onderhorige toegestaan was, tot de vreemde onderdanen, die op 10 Mei 1940 in België verbleven, uitgebreid. (S.p. 5; C.pp. 6 en 7).

De Duitse folteraar, die zich in een concentratiekamp van het Reich schuldig gemaakt heeft aan mishandelingen niet enkel tegen Belgen, maar zelfs tegen in België verblijvende vreemdelingen, kan dus in België worden vervolgd. Een dergelijke bestraffing was onder het stelsel der besluitwet van 5 Augustus 1943 onmogelijk.

./.

B.- Op welke categorieën van misdadigers of van misdaden zal de wet van 20 Juni 1947 toepasselijk zijn ?

Artikel 2 van de wet beantwoordt deze vraag : "Worden door de militaire rechtscolleges overeenkomstig de bepalingen van deze wet en de met de wetten betreffende de militaire strafrechtspleging niet strijdige bepalingen berecht, de misdrijven, vallende onder de toepassing van de Belgische Strafwet, die, met overtreding van de oorlogswetten en -gewoonten, tussen 9 Mei 1940 en I Juni 1945 werden gepleegd door degenen, die bij de voltrekking van die feiten in dienst waren van de vijand of van een bondgenoot van de vijand in welke hoedanigheid ook "....

Dit artikel bepaalt dus de misdaden of de misdadigers:

1° door de aard van het misdrijf ; dit laatste moet een schending uitmaken van de oorlogswetten en - gewoonten en meteen onder toepassing van de Belgische strafwetten vallen (S.pp. 3 en 6; C.p.3).

Het verslag van de Kamercommissie van Justitie geeft hiervan een voorbeeld (p.3) :

"Het gebruik van kogels die in het menselijk lichaam gemakkelijk uiteenbarsten of geplet worden, door een regelmatige eenheid van het leger, in de loop van krijgsverrichtingen, is verboden door de verklaring van Den Haag van 29 Juli 1899, maar werd niet bekrachtigd door de Belgische wetgeving."

"Een vijandelijk officier, die dum-dum kogels heeft doen gebruiken tegenover troepen, zou dus niet als oorlogsmisdadiger kunnen worden vervolgd". (J. Wolf, La question des "crimes de guerre" en Belgique, J. Tr. 1946, blz. 516, nota 38).

De wetgever heeft aan de Belgische rechtscolleges niet willen vragen, onder de benaming van oorlogsmisdaden, andere schendingen van oorlogswetten en -gebruiken te vervolgen, dan degene welke tezelfertijd inbreuken uitmaken op de Belgische strafwet, zoals zij van kracht was op het ogenblik dat zij gepleegd werden (S.p. 3).

Het verslag van de Senaatscommissie van Justitie drukt zich anderzijds op de volgende wijze uit (pp.3 en 4):

"De eenvoudige toepassing van ons Wetboek van Strafrecht zou bovendien volstaan om de bestraffing te verzekeren van de misdaden, waarvan onze landgenoten al te dikwijls de ongelukkige slachtoffers waren. Men vergisse zich inderdaad niet : hoewel het "reglement betreffende de wetten en gewoonten van de oorlog te land" geen strafsancties

./.

bevat, verliezen de private personen, behorende tot de strijdkrachten van een oorlogvoerende Staat of tot dezes bezettingsbestuur, die het overtreden, de rechtvaardiging die voortvloeit uit de oorlogstoestand en moeten zij van hun daden verantwoording afleggen volgens de normen van het gewone Strafrecht."

"Dit wordt op een zeer gelukkige wijze uitgedrukt in artikel 1 van de Franse ordonnantie van 28 Augustus 1944 betreffende de bestraffing der oorlogsmisdaden waarin vervolgingen worden voorzien tegen onderdanen van vijandelijke landen of niet Franse agenten ten dienste van de vijand, die zich schuldig gemaakt hebben aan zekere misdrijven "wanneer deze misdrijven ... niet gerechtvaardigd zijn door de oorlogswetten en -gewoonten."

"De zelfde gedachte dient beschouwd te worden als impliciet vervat in het Belgisch ontwerp van wet".

2° Door de datum van het misdrijf, dat moet gepleegd zijn tussen 9 Mei 1940 en 1 Juni 1945 (S.p. 6).

De vervolging van oorlogsmisdaden is dus strikt beperkt, wat de tijd betreft.

3° Door de band van aanhankelijkheid die bestaan heeft tussen de overtreder en de vijand of een bondgenoot van de vijand; de overtreder moet "in zijn dienst" geweest zijn.

Het begrip "in dienst van de vijand" moet in zijn ruimste zin worden opgevat (S.p.6; C.p.5).

C.- Toepassing van artikel 70 van het Strafwetboek.

Luidens artikel 70 van het Strafwetboek"is er geen misdrijf, wanneer het feit door de wet geboden was en door de overheid bevolen".

Welke toepassing zou aan dit artikel worden gegeven, wat de oorlogsmisdaden betreft ?

Artikel 3 van de wet van 20 Juni 1947 beantwoordt deze vraag :

..."Het feit, dat de beschuldigde gehandeld heeft overeenkomstig de voorschriften van vijandelijke wetten of reglementen en de bevelen van een hiërarchische meerdere, kan niet beschouwd worden als een reden van rechtvaardiging in de zin van artikel 70 van het Wetboek van Strafrecht, wanneer de gewraakte handeling een klaarblijkelijke schending uitmaakte van de oorlogswetten en -gewoonten of van de wetten der menselijkheid. Eventueel zal dit als verzachtende omstandigheid kunnen beschouwd worden".

./.

In dit verband schrijft de verslaggever van de Senaatcommissie voor Justitie het volgende (S.p. 9) :
"Het blijkt wettig te zijn dat de Duitser in dienst van Duitsland zich in beginsel kan verschuilen achter het gebod van de Duitse wet en van het Duitse gezag. Maar boven de nationale wetgeving staat de naleving van het volkenrecht en van de regelen van menselijkheid, en zo men redelijkerwijze van een individu niet mag vragen de rechtsgeldigheid van zijn nationale wet of van bevelen die van zijn oversten uitgaan te beoordelen of te controleren, toch moet men ten minste van hem een weigering verwachten om te gehoorzamen in de gevallen dat de bevolen daad zwaar indruist tegen het volkenrecht of de menselijkheid."

Overigens dient te worden aangestipt dat, in het kader van artikel 70 van het Strafwetboek, reeds was aangenomen dat, in geval van klaarblijkelijke schending der wet, het bevel van een overste geen grond van rechtvaardiging betekent (Nypels en Servais, Code pénal belge interprété, 1938, D. I, p. 320, nr. 4; Braas, Précis de Droit pénal, 1936, p. 128, n° 180).

Artikel 3 der wet van 20 Juni 1947 breidt dit beginsel tot de stof der oorlogsmisdaden uit (R. Grévy, La répression des crimes de guerre en droit belge, Rev. dr. pén. et crim. 1947-1948, p. 821, nr. 27; Mil. Gerechtshof Brussel, 31 Januari 1949, in zake Muller en ctn. (Sipo)) en legt aan de onderdanen van een vijandelijke natie de verplichting op zelf uit te maken, of de bevelen die zij van hun oversten en van de wetten van hun land ontvangen, stroken met de oorlogswetten en -gebruiken en met de wetten van de menselijkheid.

De wet van 20 Juni 1947 neemt dus het principe aan "dat er bevelen bestaan waaraan men terwille van de klaarblijkelijke schending van een hoger principe van menselijkheid ongehoorzaamheid is verschuldigd" (Mil. Gerechtshof Brussel - bovengenoemd), doch plaatst deze regelen van menselijkheid niet boven de Belgische nationale wet.

"De Regering heeft er van afgezien aan Belgische rechtscolleges te vragen, onder de benaming van oorlogsmisdaden andere schendingen van oorlogswetten en -gebruiken te vervolgen, dan degene welke tezelfder tijd inbreuken uitmaken op de Belgische strafwet, zoals zij van kracht was op het ogenblik dat zij gepleegd werden ..." (S.p. 3).

De nieuwe bepalingen hebben als draagwijdte aan vijanden het recht te ontzeggen om de staat van oorlog, het oorlogvoeren, als grond van rechtvaardiging in te roepen, indien hun handelingen inbreuken op de Belgische wet uitmaken en strijdig zijn met de hogere wetten van de menselijkheid; nochtans worden de voorschriften van de vijandelijke wet en het bevel der overheid als eventuele verzachtende omstandigheden aangenomen.

./.

Deze handelingen, die strijdig zijn met de hogere wetten van de menselijkheid, zijn noodzakelijkewijze strijdig met de Belgische wet, vermits zij in het Belgisch recht misdrijven uitmaken. Zo kon ook terecht worden geoordeeld, dat artikel 3 der wet van 20 Juni 1947 het beginsel, volgens hetwelk de strafwetten geen terugwerkende kracht hebben, niet geschonden heeft (Mil. Gerechtshof Brussel, bovengenoemd).

D.- Rechtscolleges bevoegd om kennis te nemen van de oorlogsmisdaden.

De wet van 20 Juni 1947 stelt een bevoegdheid en een rechtspleging vast, die verschillen van die welke normaal van toepassing zouden geweest zijn, had de nieuwe wet deze stof niet geregeld.

Artikel 4 van deze wet bepaalt inderdaad dat de misdrijven zullen vervolgd en berecht worden overeenkomstig de rechtspleging, als bepaald in de besluitwet van 26 Mei 1944, dat betrekking heeft op sommige militaire rechtscolleges.

\+

\+ \+

T W E E D E D E E L

De genocide.

I. HISTORISCH OVERZICHT.

Bij haar resolutie van 11 December 1946, had de Algemene Vergadering der Verenigde Natiën te kennen gegeven dat de genocide een misdaad tegen het volkenrecht was, die door de beschaafde wereld werd veroordeeld.

Ingevolge deze resolutie, werden verschillende comité's en commissies gelast een ontwerp van overeenkomst op te maken voor de bestraffing van de genocide.

De zesde Commissie was het, die de laatste hand legde aan het werk en een ontwerp voordroeg, dat op 9 December

./.

1948 door de Algemene Vergadering der Verenigde Natiën werd goedgekeurd.

Het verslag van de zesde Commissie, geredigeerd door dhr Spiropoulos (Griekenland), vat gedeeltelijk de besprekingen samen en geeft het essentiële weer van de "voorbereidende werkzaamheden" tot de defintieve overeenkomst.

In verband met een aantal punten, ware het nochtans aangewezen inzage te nemen van het beknopt verslag van de zeer talrijke zittingen, die door de zesde Commissie aan het onderzoek van de overeenkomst werden gewijd.

Voor de verwijzingen naar een dergerlijk verslag, zal verder het cijfer van de zitting, waar het mee overeenstemt, als identificatie dienen. Zo zal de melding (94 p. 8) de verwijzing opgeven naar het beknopt verslag van de 94e zitting, blz. 8.

De Belgische afgevaardigde, dhr. Kaeckenbeeck, slaagde er in door de zesde Commissie een reeks van amendementen te doen aannemen, welke de overeenkomst voor België aannemelijk moesten maken.

Zo kwam hij er toe in de voltallige zitting van de U.N.O. van 19 December 1948, tijdens dewelke de overeenkomst werd aangenomen, de volgende verklaring af te leggen:

"De Belgische afvaardiging heeft in commissie voor het ontwerp van overeenkomst gestemd, omdat deze overeenkomst, zo wil het haar voorkomen, beantwoordt aan wat in de huidige omstandigheden kon worden bereikt. Stellig is dit het resultaat van talrijke toegevingen, wier bedoeling het was de Overeenkomst voor het grootst mogelijk aantal staten aannemelijk te maken. Het staat eenmaal bekend dat, strikt logisch gesproken, compromissen nooit volledige bevrediging schenken en dat zij zelfs, uit practisch oogpunt beschouwd, niet steeds zonder moeilijkheden gepaard gaan".

"De Belgische afvaardiging zag zich aldus genoopt te laten opmerken dat de bepalingen, betreffende de uitlevering, sommige moeilijkheden konden doen rijzen en alleszins vertragingen tot gevolg konden hebben, wat de aanvaarding en de toepassing van de Overeenkomst door België betreft. De toepassing van deze bepalingen zal inderdaad sommige omwerkingen van wetgevende aard en - wat misschien moeilijker te verwezenlijken valt - de herziening van verschillende verdragen noodzakelijk maken.

"Uiteraard wordt een compromis evenwel aanvaard zoals het zich voordoet... Om die redenen zal de Belgische afvaardiging voor de Overeenkomst en tegen ieder amendement stemmen".

./.

Luidens artikel V van de Overeenkomst betreffende het voorkomen en het bestraffen van de genocide, "gaan de overeenkomende Partijen de verbintenis aan, in overeenstemming met hun respectieve grondwetten, de nodige maatregelen op gebied van de wetgevingsbepalingen te nemen om de toepassing der bepalingen van de huidige Overeenkomst te verzekeren en, inzonderheid, doeltreffende strafsancties te bepaleh tegen de personen, die zich schuldig gemaakt hebben aan genocide of aan welke ook van de overige onder artikel III opgesomde daden".

De Overeenkomst moet door de Kamers worden goedgekeurd, vooraleer de maatregelen op gebied van de wetgevingsbepalingen, waarvan hierboven sprake is, kunnen genomen worden.

In de onderstelling dat die goedkeuring werkelijkheid wordt, dient de Internationale Overeenkomst van 9 December 1948 vergeleken te worden met het aan de Raad van State onderworpen wetsvoorstel, ten einde na te gaan of en in hoever beide onderling overeenstemmen.

Daarnaast zal moeten onderzocht worden welke de weerslag op onze wetgeving zal zijn van de goedkeuring door de Kamers van de Overeenkomst inzake de genocide.

II. - HET WETSVOORSTEL EN ZIJN OORSPRONG

VERGELIJKING MET DE INTERNATIONALE OVEREENKOMST INZAKE DE GENOCIDE.

Uit de toelichting bij het wetsvoorstel kan worden opgemaakt dat deze laatste rechtstreeks geïnspireerd is uit de resoluties van het Internationaal Juristencongres, dat van 24 tot 27 October 1946 te Parijs werd gehouden, op initiatief van de Mouvement National judiciaire de France.

In "Justice libre" van December 1946 en Januari 1947 Nrs 11 en 12 is het verslag verschenen van de werkzaamheden van dit Congres. (Raadpl. eveneens "La définition du crime contre l'humanité" algemeen verslag voorgedragen op de VIII conferentie voor de eenmaking van het strafrecht, op 10 en 11 Juli 1947 te Brussel gehouden, door J.Y. Dautricourt, Rev. dr. pénal et crim. 1947 p. 47)

Nieuw artikel 100 bis van het voorstel

Eerste Opmerking.

Het Congres van Parijs had de volgende resolutie geformuleerd:

./.

"Zijn schuldig aan misdaden tegen de mensheid en zijn als zondaig strafbaar degene die een enkeling of een groep van enkelingen uitroeien of vervolgen om reden van hun nationaliteit, hun ras, hun godsdienst of hun mening".

"Deze misdaden zullen bestraft worden zelfs indien zij gepleegd worden door enkelingen of door organisaties, die als organen van de Staat of met aanmoediging of gedogen van de Staat handelen."

"De misdaden tegen de mensheid zijn onafhankelijk van de staat van oorlog".

In het nieuw artikel 100 bis, neemt de auteur van het voorstel het essentiële uit deze resolutie over, doch houdt zich uitsluitend bij het begrip vervolging, dat, volgens hem, het begrip uitroeiing insluit. Hij geeft verder toe dat " de vervolging van een ras, een nationaliteit, een godsdienst, een mening, een nieuw strafrechtelijk begrip vormt".

Het begrip vervolging, aldus voorgesteld, is oneindig ruimer en minder nauwkeurig dan het begrip strafbare genocide, dat door de Internationale Overeenkomst werd aangenomen.

Volgens deze Overeenkomst, wordt als genocide beschouwd (art. II) om het even welke van de hierna volgende handelingen, die gepleegd werd met het inzicht een nationale, ethnische, raciale of godsdienstige groep als zodanig te vernietigen:

a) doodslag op leden van de groep;

b) zware schending van de physische of geestelijke integriteit van leden van de groep;

c) opzettelijke onderwerping van de groep aan levensvoorwaarden, die zijn volledige of gedeeltelijke physische vernietiging tot gevolg moeten hebben;

d) maatregelen, die de geboorten in de schoot van de groep moeten belemmeren;

e) gedwongen overbrenging van kinderen uit een groep naar een andere groep.

Op te merken valt in dit verband, dat de zesde Commissie zich had moeten uitspreken over de vraag of men van de genocide een algemene definitie moest aannemen, zoals voorgesteld in het amendement, dat door de afgevaardigde van Frankrijk (Verslag Spiropoulos, 10) werd ingediend en als volgt luidde (Doc. A/C 6/211 van 1 en 5 October 1948):

" De misdaad tegen de mensheid, genocide genaamd is een aanslag op het leven, die een mensengroep of een enkeling als lid van een mensengroep op het oog heeft, met name terwille van zijn nationaliteit, van zijn ras, van zijn godsdienst of van zijn overtuigingen;"

" gepleegd, begunstigd of gedoogd door de regeringspersonen van een Staat" ...

./.

Waar het door de afgevaardigde van Frankrijk neergelegde amendement werd ingetrokken, heeft de Commissie zich voor het principe van de opsomming uitgesproken.

Het valt onmiddellijk op dat het voorstel niet enkel een algemene definitie van de genocide opgeeft doch, terwijl het de eenvoudige vervolging op het oog heeft, nog veel verder gaat dan het Frans amendement, waarin slechts de "aanslag op het leven" werd bedoeld.

Tweede opmerking.-

Aan de zesde Commissie werd eveneens de vraag gesteld, of onder de groepen die de Overeenkomst moest beschermen de politieke groepen moesten worden opgenomen, dan wel of deze groepen van artikel II moesten worden uitgesloten.

Eerst werd besloten de politieke groepen te handhaven, doch deze beslissing werd nadien ingetrokken (verslag Spiropoulos, 10 en 21).

Waar het voorstel de vervolging van een groep van enkelingen, namelijk terwille van hun overtuigingen, strafbaar maakt, herstelt het de bijzondere bescherming van politieke groepen, hetgeen door de Internationale Overeenkomst inzake de genocide niet was aangenomen.

Derde opmerking.-

De zesde Commissie kreeg eveneens de vraag te onderzoeken of de Overeenkomst zich moest uitstrekken tot een bijzondere vorm van genocide, "culturele genocide" genaamd.

Culturele genocide bestaat uit handelingen, die bestemd zijn om de taal, de godsdienst of de cultuur van een groep uit te roeien. Hij voltrekt een geestelijke vernietiging, terwijl de eigenlijke genocide een physische vernietiging verwezenlijkt (83).

De Commissie heeft beslist in de Overeenkomst geen bepalingen op te nemen, die verband houden met de culturele genocide (verslag Spiropoulos 11).

Waar het voorstel de vervolging van een groep van enkelingen om reden van hun nationaliteit, van hun ras, van hun godsdienst of van hun overtuigingen op het oog heeft, komt het er op neer het begrip culturele genocide dat door de Internationale Overeenkomst van 9 December 1948 was verworpen, te doen aannemen.

./.

Vierde opmerking.-

Artikel II van het voorontwerp van overeenkomst, dat aan het onderzoek van de zesde Commissie was voorgedragen, luidde als volgt (doc. A.C. 6/225, 8 oct. 1948);

" In de huidige overeenkomst, wordt als genocide beschouwd om het even welke van de hierna volgende voorbedachte handelingen, gepleegd met het inzicht een nationale, raciale, godsdienstige of politieke groep uit te roeien, terwille van zijn nationale of raciale oorsprong, van de godsdienstige of politieke overtuigingen van zijn leden ..."

In verband met de beweegredenen van de genocide-handelingen, had de zesde Commissie zich afgevraagd of de hierboven onderstreepte zinsnede moest worden gehandhaafd.

Dit twistpunt werd beslecht door het aannemen van een Venezolaans amendement, dat er toe strekte de passus waarvan sprake weg te laten en na de woorden "nationale, raciale of godsdienstige groep" de woorden "als dusdanig" in te voegen; het eerste deel van artikel II zou dan als volgt luiden:

" In de huidige overeenkomst, wordt als genocide beschouwd om het even welke van de hierna volgende handelingen, gepleegd met het inzicht een nationale, ethnische, raciale of godsdienstige groep, als zodanig, geheel of gedeeltelijk uit te roeien". (verslag Spiropoulos 10).

Op het punt dat hier werd onderzocht, stemt de tekst van het nieuw artikel 100 bis van het voorstel, waarin de woorden: "om reden van ..." terug te vinden zijn, niet overeen met de tekst van de Internationale Overeenkomst inzake de genocide.

Vijfde opmerking.-

Het voorstel voorziet straffen tegen alwie vervolgt, zelfs indien hij optreedt voor of deel uitmaakt van een organisatie die handelt als orgaan van een Staat of met aanmoediging of gedogen van een Staat. (Vergel. tekst van de resolutie van het Congres van Parijs, supra, eerste opmerking)

Artikel IV van de Overeenkomst inzake de genocide bepaalt dat de personen die een genocide gepleegd hebben... zullen gestraft worden, om het even of zij regeringspersonen, ambtenaren of particulieren wezen.

In het licht der besprekingen van de zesde Commissie, kunnen wij de draagwijdte van dit artikel IV even toelichten ... (Versl. Spiropoulos, 13; 92, 93, 95 en 96).

./.

Artikel IV behandelt slechts de strafrechtelijke verantwoordelijkheid der enkelingen, die genocide-handelingen hebben gesteld, en verder niet, zoals sommige afgevaardigden (met name die van het Verenigd Koninkrijk en van België) het zouden gewild hebben, een verantwoordelijkheid der Staten vatbaar voor tussenkomst van het Internationaal Gerechtshof, hetwelk bevoegdheid zou hebben om de staking der ten laste gelegde maatregelen te bevelen en geldelijke herstellingen ten bate van de slachtoffers voor te schrijven, wanneer het de schending van een internationale overeenkomst door de betrokken Staat vaststelt (93, p. 7; 95 pp. 3, 8 en 12; 96 pp. 6 tot 8).

Eigenlijk wordt de kwestie der verantwoordelijkheid van een Staat, onder artikel IX van de Overeenkomst behandeld.

—

Er werd uitvoerig gedebatteerd over de betekenis, die aan het woord "regeringspersoon" moest worden gehecht.

Aangenomen werd dat deze term toepasselijk is op al wie de werkelijke verantwoordelijkheid van het gezag draagt (93 p. 3), doch niet op de grondwettelijke vorsten, die slechts langs hun Ministers om kunnen handelen of een persoonlijke onschendbaarheid genieten (Versl. Spiropoulos, 13).

Daarentegen beoogt de overeenkomst de dictatoren, die een werkelijk persoonlijk gezag uitoefenen (93 p. 3), evenals de feitelijke regeringspersonen en de machtmisbruikers (verslag Spiropoulos, 13).

Men mag eveneens aannemen dat de verantwoordelijkheid der Regeringspersonen in de Staat zelf, overeenkomstig de grondwettelijke bepalingen van elke Staat, moet worden geregeld (zie verklaring van de Voorzitter der Commissie, 93 p. 7).

In de loop der besprekingen van de Commissie is nog een andere belangrijke vraag gerezen, naar aanleiding van een amendement, dat door de afvaardiging van de U.S.S.R. werd ingediend (Versl. Spiropoulos 10) en dat de tweede alinea van artikel IV moest worden :

"Noch de voorschriften der wet, noch het bevel van een hogere overheid kunnen de genocide rechtvaardigen".

Dit amendement werd verworpen.

./.

De argementen, die vooropgesteld werden om het amendement te steunen of te bestrijden, zijn het vermelden waard (92).

De voorstanders van de voorgestelde tekst lieten gelden dat het amendement zijn oorsprong vond in artikel 8 van het statuut van Neurenberg en dat, zo men de gehoorzaamheid aan de wet en aan de bevelen van de overheid als grond van rechtvaardig aannam, de meeste daders van de genocide aan hunstraf zouden kun nen ontsnappen. Sommigen voegden er aan toe dat, in die veronderstelling, alleen Hitler als nazimisdadiger had kunnen vervolg worden.

De tegenstanders van het amendement hielden daarentegen staande dat de rechtbank van Neurenberg op een speciale ogenblik was opgericht geweest, om speciale misdaden te berechten, die door de "grote oorlogsmisdadigers uit de Europese landen van de Spil" waren gepleegd.

Welnu, de genocide wordt zo in oorlogs- als in vredestijd gepleegd, en de Overeenkomst moet in de eerste plaats wetgevende bepalingen voorzien voor de misdaden, die in vredestijd worden gepleegd (92,p. 7).

Aan de andere kant, doet de gehoorzaamheid aan het bevel het opzettelijk karakter te niet, dat vereist is opdat de genocide strafbaar weze (92 p. 8).

Tenslotte, en vooral, is het principe dat in het amendement is opgenomen, strijdig met de inwendige wetgeving van een groot aantal staten, waaronder België (Vergel. wat in het eerste gedeelte van het advies is gezegd over de toepassing van artikel 70 van het Strafwetboek, inzake oorlogsmisdaden).

Het verschil tussen de tekst van de overeenkomst en die van het wetsvoorstel valt in het oog.

Enerzijds vindt men in het voorstel niet het onderscheid terug dat in de overeenkomst gemaakt wordt, en anderzijds zegt de auteur van het voorstel niet of en in hoeverre artikel 70 van het Strafwetboek toepasselijk is op degene, die <u>als orgaan van een Staat optreedt</u>.

Door in de Staat zelf, in de natie, een enkeling strafbaar te maken voor daden, die hij als orgaan van de Staat heeft gesteld, door eveneens strafbaar te maken alwie op aanmoediging of gedogen van de Staat, met andere woorden overeenkomstig de wil van de Staat, handelt, zou de voorgestelde tekst, door zijn algemene draagwijdte, degene treffen, die, in sommige gevallen, de wet uitvoert en zelfs degene, die de wet zou gestemd hebben.

En niet alleen degene, die een <u>vreemde</u> wet, welke door de onze wordt afgekeurd, heeft uitgevoerd of die aan het vestigen van een vreemde wet heeft deelgenomen, doch degene die in België een Belgische wet heeft gestemd of toegepast, welke naar het oordeel van de rechter de bij de straftekst gequalificeerde vervolging behelst.

./.

Uit de bovenstaande beschouwingen blijkt duidelijk dat artikel 100 bis van het voorstel niet in overeenstemming is met de daarmede overeenstemmende teksten van de overeenkomst.

Immers, terwijl in deze laatste de definitie van de genocide een nauwkeurige opsomming behelsde, geeft de auteur van het voorstel een algemene definitie van die misdaad, waarin, door het criterium "vervolging" aan te nemen, het gebied der bestraffing een onmatige uitbreiding krijgt (1e opmerking).

Overigens komt artikel 100 bis er toe, wat aanvankelijk verworpen was opnieuw in te voeren: de culturele genocide en het opnemen van de politieke groeperingen onder de beschermde groepen (2e en 3e opmerking).

Bovendien zijn in dit artikel, in tegenstelling met de tekst van de Overeenkomst, de drijfveren van de genocide opgesomd (4e opmerking).

Tenslotte wijkt artikel 100 bis enigszins af van de overeenkomst, waar het gaat over de strafbare personen en de toepassing van artikel 70 van het Strafwetboek (5e opmerking).

\+

\+ \+

In een andere gedachtengang, vallen bij artikel 100 bis van het voorstel de volgende opmerkingen te maken :

a) In strafzaken is het zonder voorgaande, dat de wet aan de rechter de keuze laat tussen twee verschillende straffen. Wordt de misdaad in kwestie met de dood gestraft, dan wordt de dwangarbeid slechts in geval van verzachtende omstandigheden toegepast; het is overbodig zulks nog eens in artikel 100 bis te zeggen, daar de artikelen 79 en 80 van het Strafwetboek daarin voorzien.

b) De duur van de dwangarbeid wordt niet bepaald. Welnu, de bijkomende straf, bepaald in artikel 18 van het Strafwetboek (aanplakken van het arrest), wordt slechts opgelopen in geval van levenslange dwangarbeid. Evenzo, wanneer verzachtende omstandigheden worden aangenomen, verschilt de gradatie der straffen volgens de duur van de dwangarbeid (art. 80 Strafwetb.).

c) In strafzaken worden de doodstraf en de vrijheidsstraf zelden- om niet te zeggen nooit- samen met een boete opgelegd, ofschoon zulks volgens de bewoordingen van artikel 38 S.W. juridisch niet onmogelijk is.

d) Een boete van honderd millioen frank is in het Belgisch strafrecht volkomen onbekend. Bovendien moet, behoudens afwijkende wetsbepaling, zulk een boete met de opdecimes verhoogd worden. Zulk een enorm bedrag komt in feite neer op de straf van verbeurdverklaring der goederen, straf die vol-

./.

gens de Grondwet niet kan worden uitgesproken.

De vier bovenstaande opmerkingen gelden eveneens voor de artikelen 100 ter en 100 quater van het voorstel. De opmerkingen c) en d) zijn insgelijks toepasselijk op de artikelen 100 quinquies en 100 sexies.

\+

\+ \+

Voegen wij daar nog aan toe dat een artikel 100 bis reeds door de wet van 28 Juli 1934 in het Strafwetboek is ingevoegd.

Artikel 100 ter van het voorstel

Luidens artikel III van de Internationale Overeenkomst, zullen de volgende handelingen worden bestraft :

a) De genocide;

b) De verstandhouding met het oog op het plegen van de genocide;

c) Het rechtstreeks en openbaar aanzetten tot het plegen van de genocide;

d) De poging tot genocide;

e) De medeplichtigheid in de genocide.

Aangezien medeplichtigheid en poging in ons strafrecht aan welbepaalde begrippen beantwoorden, wordt hier alleen littera b) behandeld, betreffende de verstandhouding met het oog op het plegen van de genocide; littera c) wordt voorbehouden tot bij het onderzoek van artikel 100 sexies.

In de loop van de besprekingen in de zesde Commissie, liet de afgevaardigde van België ter staving van een door hem ingediend amendement opmerken, dat het te vage en in het Belgisch recht onbekende begrip "verstandhouding" door het begrip "samenspanning"was vervangen geworden.

"Weliswaar, voegde hij er aan toe, is dit laatste begrip veel beperkter dan het Engelse "conspiracy"; doch in de Europese wetgeving kan bezwaarlijk een meer benaderend begrip worden gevonden" (84, p. 2).

Zo men overigens de verklaring van de Zweedse afgevaardigde in acht neemt (Versl. Spiropoulos, 12, in nota), kan uiteindelijk worden aangenomen dat, in het raam van ons strafrecht, de bestraffing van de samenspanning beantwoordt aan de overeengekomen verbintenis om "de verstandhouding met het oog op het plegen van de genocide"te bestraffen.

./.

In dit opzicht, beantwoordt het principe, dat in het nieuw artikel 100 ter van het voorstel is opgenomen, aan de geest van de Internationale Overeenkomst, onder voorbehoud van de doeleinden, die de samenspanning nastreeft (zie aritiek nieuw artikel 100 bis).

Artikel 100 ter, alinea 1, is een gedeeltelijke omzetting van artikel 109 van het Strafwetboek.

Alinea 2 van hetzelfde artikel stemt overeen met artikel 110 van het Strafwetboek.

Artikelen 100 quater en 100 quinquies van het voorstel.

Deze artikelen beantwoorden respectievelijk, mutatis mutandis, aan de artikelen 111 en 112 van het Strafwetboek, met een variante, wat artikel 112 in fine betreft.

Deze variante is niet te verantwoorden.

Immers, de straffen, die voorzien zijn voor het geval dat de resolutie door een tot de uitvoering voorbereidende handeling gevolgd wordt, zijn helemaal dezelfde als in de veronderstelling dat de resolutie niet door een voorbereidende handeling werd gevolgd.

Waarom dan het onderscheid maken?

Verder schijnt artikel 100 quinquies, in zoverre het alleen de resolutie zonder voorbereidende handeling treft, de louter beraamde misdaad te willen straffen. In die omstandigheden is het de vraag hoe, in de huidige stand van onze onderzoeksmethoden, het bestaan van die beweerde misdaad zal kunnen bewezen worden.

Ondersteld dat men er in slaagt, zonder gevaar voor vergissing, het vrij gekoesterde denkbeeld, het toegegeven opzet te bewijzen, dan zou niettemin nog moeten aangetoond worden dat deze tot dusver in onze wetboeken onbekende bestraffing met nut in ons positief recht kan worden ingevoerd.

\+

\+ \+

Op te merken valt dat de Internationale Overeenkomst niet de verplichting voorschrijft om de bij de artikelen 100 quater en 100 quinquies van het voorstel bepaalde misdrijven te bestraffen.

./.

Artikel 100 sexies van het voorstel.

De tekst van het voorgesteld artikel stemt overeen met het 4° van de resoluties van het Congres van Parijs:

"Het is noodzakelijk dat de wetten ingaan tegen elke propaganda, die de uitroeiing of de vervolging van een enkelin of een groep van enkelingen om reden van hun nationaliteit, hun ras, hun godsdienst of hun democratische opvattingen voorstaat".

De tekst van de Internationale Overeenkomst is oneindig restrictiever en maakt slechts strafbaar het rechtstreekse en openbaar aanzetten tot het plegen van de genocide.

Welke betekenis hebben deze woorden, waarover in de zesde Commissie vrij uitvoerig en soms zeer verward gediscussieerd werd (84,85,86 en 87; Versl. Spiropoulos, 12)?

De oorspronkelijke tekst van littera c, luidde als volgt: "het rechtstreeks, openbaar of niet openbaar aanzetten tot het plegen van de genocide, om het even of het al dan niet met gevolgen gepaard gaat".

Verschillende afvaardigingen, waaronder die van de Verenigde Staten, stelden voor deze tekst, waarin zij een gevaar voor de persvrijheid zagen, eenvoudig weg te laten (84,p. 9;85,p.7). België had een compromis-amendement ingediend, voor het geval dat het Amerikaans amendement mocht verworpen worden, hetgeen trouwens gebeurde (84, p. 12).

Wat het Belgisch amendement beoogde, was het weglaten van de woorden " of niet openbaar " en " om het even of het al dan niet met gevolgen gepaard gaat "; dit amendement werd aangenomen.

De Belgische afgevaardigde lichtte de draagwijdte van zijn amendement als volgt toe:

" Luidens het Belgisch amendement, is het rechtstreeks aanzetten tot het plegen van de genocide enkel strafbaar, indien het openbaar is en met gevolgen gepaard gaat (84, p.2)..."

... " Deze wijziging in de tekst moet elke nationale wetgeving in staat stellen, overeenkomstig haar eigen regelen betreffende het aanzetten tot de misdaad, uit te maken of het aanzetten tot de genocide met gevolgen moet gepaard gaan, om strafbaar te wezen.

" De Belgische afvaardiging heeft voorgesteld die woorden weg te laten, opdat de Staten niet voor het volgende dilemma zouden komen te staan: de Overeenkomst verwerpen of een grondige wijziging van een fondamenteel beginsel van hun strafrecht aannemen. In plaats van een gelijkvormige oplossing over een

niet essentieel vraagstuk op te leggen, ware het beter er overheen te stappen en aan de rechters van ieder land de zorg te laten de principes, waaraan zij gewoon zijn, toe te passen....

" Aangenomen dat het stilzwijgen van de overeenkomst, op dit punt, niet wegneemt dat, ter zake, de nationale wet toegepast wordt; dat derhalve, eens dat de genocide als misdaad erkend is, modaliteiten, zoals de medeplichtigheid en het aanzetten, strafbaar zullen worden in overeenstemming met de algemene principes van iedere nationale wetgeving, acht dhr. Kaeckenbeeck het mogelijk nog verder dans zijn eigen amendement te gaan en het amendement van de Verenigde Staten, waarbij wordt voorgesteld alinea c. weg te laten, bij te treden.

" Wat België betreft, zal het weglaten van deze alinea niet tot gevolg hebben dat het aanzetten tot de genocide niet - strafbaar wordt gemaakt; het zou alleen toelaten dat, inzake bestraffing van het aanzetten tot de misdaad, het Belgisch recht vrij kan optreden " (85, p.2).

Aan de hand van de beraadslagingen van de zesde Commissie valt in dit verband het verschil aan te stippen dat bestaat tussen het rechtstreeks en openbaar aanzetten, voorzien bij littéra c., en de propaganda, in de gebruikelijke zin van het woord

De U.S.S.R. had een amendement ingediend, dat er toe strekte aan artikel III van de overeenkomst in littera f. toe te voegen, luidend als volgt (A/ C.6/215) :

"f) Alle vormen van openbare propaganda (pers, radio, film enz...) die bestemd zijn om de haat of de vijandigheid onder rassen, volkeren of godsdiensten aan te stoken, of die het aanzetten tot het uitvoeren van de genocide-misdaden ten doel hebben".

Dit amendement werd verworpen; het is niettemin interessant enkele punten aan te halen uit de discussie, die hieromtrent is ontstaan.

" In zijn hoedanigheid van afgevaardigde van Griekenland, verklaarde dhr. Spiropoulos, verslaggever, dat volgens hem het amendement van de U.S.S.R. niet op zijn plaats is in een overeenkomst in zake de genocide.

" Wat de vormen van openbare propaganda betreft", die bestemd zijn om de haat of de vijandigheid onder rassen, volkeren of godsdiensten aan te stoken", zou de overeenkomst op de genocide geen bestraffing kunnen voorzien, aangezien het inzicht een bepaalde groep uit te roeien ontbreekt, wat een hoofdbestandeel is van de definitie van de genocide...

"Voor de vormen van openbare propaganda " die het aanzetten tot het uitvoeren van de genocide-misdaden ten doel hebben", is de bestraffing door de bepalingen van alinea c. verzekerd... (86, p. 16).

./.

De afgevaardigde der Verenigde Staten betoogde dat "het aannemen van het amendement der U.S.S.R. de Overeenkomst niet tot voorwendsel mocht dienen om het andere landen, waar de persvrijheid erkend is, moeilijk te maken" (86, P. 18).

Volgens de afgevaardigde van Haïti, "kan onmogelijk worden aangevoerd dat de bij het amendement van de U.S.S.R. bedoelde gevallen in alinea c vervat zijn. Inderdaad, alinea c. voorziet het aanzetten tot de genocide-misdaad, terwijl het amendement van de U.S.S.R. doelt op de verspreiding van gedachten, die indien zij gedeeld waren tot de genocide zouden kunnen leiden.

De dynamische kracht van de ideeën is onbetwistbaar. Wil men de genocide voorkomen, dan moet alles worden verhinderd wat tot deze misdaad kan leiden. Welnu niets draagt meer tot die misdaad bij dan het verspreiden van gedachten van haat."... (86, p.19).

Zijnerzijds verklaart de afgevaardigde van Iran :

" Het tweede gedeelte van deze alinea (amendement van U.S.S.R) doelt op de propaganda met het oog op het plegen van de genocide. Zo deze propaganda tot rechtstreeks gevolg heeft dat zij aanzet tot het plegen van de genocide, dan valt zij onder de toepassing van alinea c. van artikel III, waarbij het aanzetten wordt bestraft. Zo deze propaganda, daarentegen, slechts een indirect aanzetten tot de misdaad is, dan hoeft ze niet in aanmerking te worden genomen, want de Commissie had het indirect aanzetten reeds impliciet uit de opsomming van artikel III geweerd" (87, p.2)

"De afgevaardigde van Uruguay herinnert er aan dat de Commissie, door alinea C. aan te nemen, reeds strafbaar heeft verklaard : het openbaar aanzetten tot de genocide, waaraan kunnen verbonden worden de handelingen van openbare propaganda met het oog op het plegen van de genocide, handelingen waarop het laatste gedeelte van het amendement van de U.S.S.R. doelt." (87, p.3).

De afgevaardigde van de U.S.S.R. laat zich als volgt uit :

...."Een derde argument bestaat erin te verklaren dat de handelingen van propaganda reeds bij alinea c. waren bedoeld... Welnu, de formule :"rechtstreeks aanzetten" beperkt het begrip ""aanzetten", dat reeds herleid was geworden door dat de woorden "of niet openbaar" en "om het even of zij aldan niet met gevolgen gepaard gaat" uit alinea c. waren weggevallen. Indien het amendement van de U.S.S.R. werd verworpen, dan zou men kunnen voorhouden dat in alinea c., waarin slechts over het rechtstreeks aanzetten wordt gehandeld, niet de propaganda werd bedoeld; boven-

dien zou men zelfs kunnen concluderen dat de bepalingen van alinea c) uitdrukkelijk het begrip propaganda uitsluiten, door het feit dat het begrip propaganda formeel zou zijn" (78, p. 7).

+

+ +

Uit het voorgaande blijkt dat de internationale overeenkomst, in tegenstelling met de tekst van artikel 100 sexies van het voorstel, niet de beteugeling bepaalt van alle mogelijke soorten van propaganda "waarin de vervolging van een groep wordt voorgestaan", maar alleen die vormen welke kunnen beschouwd worden als een "rechtstreeks en openbaar aanzetten tot het plegen van de genocide".

Verder is het van belang aan te stippen dat de uitdrukking "voorstaat" die in artikel 100 sexies voorkomt, vaag en onbepaald is.

Men zal zich evenzeer afvragen waarom in de tekst van het voorstel de vervolging van een groep personen, om reden van hun "democratische" overtuiging, wordt onder ogen genomen. De Grondwet beschermt alle overtuigingen en de uitdrukking "democratische", die in de internationale overeenkomst niet is opgenomen, zou ten minste moeten bepaald zijn omwille van de zeer verschillende betekenissen die zij behelst.

Artikel 100 septies van het voorstel.

In de huidige stand van onze wetgeving moet de bijkomende straf, die in litt. a) van artikel 100 septies bepaald is, worden uitgesproken in alle veroordelingen tot de doodstraf, dwangarbeid, levenslange of buitengewone hechtenis en opsluiting. Zij kan volgens onze huidige wetten worden uitgesproken voor de gewone hechtenis (art. 19 Strafwetboek)

Indien de uitgesproken straf echter, ingevolge het in overweging nemen van verzachtende omstandigheden, slechts een correctionele straf is, kan voornoemde bijkomende straf niet worden toegepast.

Litt. a) van het voorgestelde artikel blijkt derhalve overbodig te zijn of strijdig met de bestaande strafwetgeving.

Wat betreft litt. b) van artikel 100 septies, bepaalt artikel 31 van het Strafwetboek dat, in alle arresten van veroordeling tot doodstraf of dwangarbeid, de levenslange ontzetting uit sommige rechten zal worden uitgesproken.

Luidens artikel 32 van het Strafwetboek kunnen de hoven van assisen deze ontzetting uitspreken tegen de personen, die tot opsluiting of hechtenis zijn veroordeeld.

Artikel 33 van het Strafwetboek daarentegen laat geen levenslange ontzetting toe in geval van veroordeling tot een correctionele straf.

Litt. B) van artikel 100 septies schijnt voorzien te zijn opdat, in geval van aanvaarding van verzachtende omstandigheden, waardoor de misdaad gecorrectionaliseerd wordt, de bijkomende straf der levenslange ontzettihg toch zou moeten uitgesproken worden.

Voor dergelijke bepaling bestaat er een precedent in artikel 123 sexies van het Strafwetboek. Zij strookt echter noch met de artikelen 32 en 33 noch met artikel 34 van het Strafwetboek.

Litt. c) van artikel 100 septies schijnt te zijn ingegeven door artikel 123 sexies van het Strafwetboek, waarin onder litt. e) een gelijkaardige maatregel voorkomt.

Inzake litt. d) van artikel 100 septies dient te worden aangestipt dat de straf van het bijzonder toezicht van de politie is opgeheven door artikel 31 der wet van 9 April 1930 tot bescherming der maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers.

.../..

De besluitwet van 10 November 1945 tot vereenvoudiging der procedure in sommige gevallen van misdrijf tegen de uitwendige veiligheid van de Staat, gewijzigd bij de besluitwet van 20 Juni 1945, heeft een sanctie bepaald die zij " het stellen onder politietoezicht " noemt.

Artikel 2 van het voorstel.

De wijzigingen, aangebracht in artikel 10 van de wet van 17 April 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, werden in het eerste gedeelte van dit advies onderzocht.

Het 4° van dit artikel, waarvan de tekst bij artikel 1 van de wet van 20 Juni 1947 was vastgelegd, werd opnieuw gewijzigd door de wet van 2 April 1948 (Pas. p. 238 met voorbereidende werzaamheden).

De huidige tekst is de volgende :

" 4. In oorlogstijd, tegen een Belgische onderhorige, e vreemdeling die bij de aanvang van de vijandelijkheden in België verbleef, of een onderhorige van een met België verbonden land, in de zin van artikel 117 van het Wetboek van Strafrecht, een misdrijf van vrijwillige doding of vrijwillig lichamelijk letsel, van verkrachting, aanslag op de eerbaarheid of aanverklikking bij de vijand ".

In de geest van de wetgever, gaat het hier om een algemene maatregel, waarbij de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken wordt uitgebreid tot de wanbedrijven van gemeen recht, die in het buitenland door een vreemdeling worden gepleegd en waarvan een van zijn landgenoten het slachtoffer zou zijn. In werkelijkheid gaat het er om de macht om, voor de Belgische rechtbanken , de Duitse oorlogsmisdadigers te vervolgen wegens de gezamenlijke feiten van moord doodslag, verkrachting of geweld waaraan zij zich schuldig hebben gemaakt namelijk in concentratiekampen, waar Belgische en geallieerde gevangenen onder elkaar leefden (zie verklaringen van de Minister van Justitie, opgenomen in de bovengenoemde Pasinomi

Het wetsvoorstel hield geen rekening met de wijzigingen die achtereenvolgens in artikel 10 vande wet van 17 April 1878 werden aangebracht door de besluitwet van 5 Augustus 1943, de wet van 20 Juni 1947 en ten slotte door de wet van 2 April 1948.

Om anderdeels de tekst van artikel 10 met de overeenkomst inzake de negocide in harmonie te brengen, moeten namelijk de volgende elementen in aanmerking worden genomen :

1) De genocide is strafbaar zo in vredes - als in oorlogstijd (artikel 1 van de Overeenkomst) ;

.../..

2) De personen die een genocide hebben gepleegd zullen gestraft worden, om het even of zij regeringspersonen, ambtenaren of particulieren wezen (artikel IV van de Overeenkomst).

3) Het bepalen van de groepen tegen dewelke de genocide- misdaad in het buitenland zal moeten gepleegd zijn, opdat zij door de Belgische rechtbanken berecht zou kunnen worden (bij voorbeeld groepen van Belgische onderhorigen, zo in vredes- als in oorlogstijd, groepen van vreemdelingen die bij het aanbreken van de vijandelijkheden in België vertoeven en groepen van geallieerde vreemdelingen, in oorlogstijd alleen)

III. WEERSLAG DER INTERNATIONALE OVEREENKOMST OP ONZE WETGEVING.

Sommige punten in onze wetgeving moeten gewijzigd worden om haar in overeenstemming te brengen met de Overeenkomst inzake de genocide, in de veronderstelling dat deze laatste door de Kamers wordt goedgekeurd.

Het komt er thans op aan deze punten aan te duiden en, te dien einde, sommige artikelen der overeenkomst nader toe te lichten, voor zover zulks tothogtoe niet is geschied.

Artikel II.

(Zie onze opmerkingen over het nieuwe artikel 100 bis van het voorstel).

Het begrip opzet tot het plegen van de genocide is uitgedrukt in de woorden " Gepleegd met de bedoeling een groep ... als dusdanig volledig of gedeeltelijk uit te roeien ".

Een lange en soms verwarde bespreking is onder de leden der zesde Commissie gevoerd in verband met dit begrip opzet (75 tot 78).

Men zal zich herinneren dat het voorontwerp van overeenkomst dat aan de Commissie ter beraadslaging werd voorgelegd, als volgt was opgesteld : " In deze overeenkomst beschouwt men als genocide welke ook van de hiernavermelde voorbedachte handelingen gepleegd met het opzet een nationale, raciale, godsdienstige of politieke groep uit te roeien om reden van de nationaliteit, het ras, de godsdienstige of politieke overtuiging van haar leden "....

Twee uiterste strekkingen kwamen tot uiting in de amendementen die op dit artikel worden ingediend. De enen (amendement van het Verenigd Koninkrijk) wilden iedere vermelding van de redenen of drijfveren tot de daad weglaten en enkel het opzet, een groep uit te roeien, behouden, terwijl de anderen (amendementen der U.S.S.R.) voorstanders waren van een uitdrukkelijke opsomming der drijfveren.

.../..

Zo stelde het Verenigd Koninkrijk, enerzijds, voor de zin : " om reden van de nationaliteit, enz..." zonder meer weg te laten, terwijl de U.S.S.R., anderzijds voorstelde de tekst van het voorontwerp door de volgende lezing te vervangen :

..." Als genocide wordt geschouwd om het even welke van de hiernavolgende misdaden die de lichamelijke uitroeiing van raciale, nationale, (godsdienstige) groepen beoogt en bedreven wordt om reden van hun ras, nationaliteit (godsdienst

Tussen deze twee uiterste amendementen in ligt er een derde, dat men beschouwen kan als een vergelijk-amendement. Het werd neergelegd door de afgevaardigde van Venezuela en te slotte door de Commissie aangenomen.

Hier volgt de tekst van het Venezolaanse amendement (A/C. 6/251, 13 October 1938) :

" In de huidige Overeenkomst wordt als genocide beschouwd om het even welke van de hiernavolgende handelingen, gepleegd met het opzet een nationale, raciale of godsdienstige groep, als dusdanig, geheel of gedeeltelijk uit te roeien"

De afgevaardigde van het Verenigd Koninkrijk voerde to staving van zijn amendement aan , dat men met genocide te do heeft van het ogenblik dat het opzet tot het uitroeien van een groep bestaat, welke ook de redenen mogen zijn waarop de daders van het misdrijf zich kunnen beroepen, en dat de zin, waarvan hij de weglating voorstelde, niét enkel overbodig maar zelfs gevaarlijk was, gezien zijn beperkend karakter, dank zij hetwelk de daders van een genocide zouden kunnen voorwenden dat zij hun misdrijf niet hebben gepleegd " om reden van " een der in het artikel opgesomde drijfveren (75, p. 12).

Van zijn kant merkte de afgevaardigde van Venezuela op dat de vermelding der beweegredenen nutteloos en zelfs gevaarlijk was, want dergelijke beperkende opsommingen zou voor de schuldigen een machtig wapen zijn om zich te onttrekken aan de beschuldiging van genocide ; de verdedigers der beklaagden zouden aanvoeren dat de misdaden zijn gepleegd om andere redenen dan die, welke in artikel II zouden opgesomd zijn . Men volstaat met het opzet te behouden als een element waaruit de misdaad bestaat.

Tot besluit gaf de vertegenwoordiger van Venezuela als zijn mening te kennen dat zijn amendement voldoening zou moeten schenken aan de afvaardigingen, die voorstanders zijn van de handhaving der vermelding van de beweegredenen ; inderdaad, de beweegredenen zijn impliciet/in de woorden " al dusdanig " (74, p. 15 en 76, p. 6) vervat

.../..

Later verklaarde de afgevaardigde van Venezuela nog dat zijn amendement de in artikel II voorkomende opsomming deed wegvallen, maar er toch de drijfveren tot de misdaad opnieuw in opnam, zonder dat zulks echter in een beperkende vorm geschiedde, die zich niet leende tot het bijvoegen van andere dan de opgenoemde drijfveren. Het doel van het amendement is de rechters, die gevallen de genocide zullen te beoordelen krijgen, meer vrije macht toe te staan. De rechter zou dan nog andere drijfveren kunnen behouden, dan die welke in het voorontwerp zijn opgenoemd (77, p. 4).

Ondanks deze uitleg, werd het Venezolaans amendement in sommige afvaardigingen nog verschillend geïnterpreteerd, in zonderheid in verband met de vraag of, ofwel in welke mate, de gebruikte bewoordingen al dan niet de drijfveren tot de misdaad behelsden.

Het amendement werd met 27 tegen 22 stemmen bij twee onthoudingen aangenomen, nadat de Voorzitter der Commissie had verklaard dat de stemming betrekking zou hebben " op de tekst van het ammendement, dat elke Regering vrij zal kunnen interpreteren, wanneer het er zal op aankomen de Overeenkomst te bekrachtigen en toe te passen (77, p. 6)

Er hebben na de stemming nog meningsverschillen inzake de interpretatie bestaan.

De verschillende in artikel II opgesomde gevallen van genocide hebben geen aanleiding gegeven tot lange debatten (78 tot 83).

De toevoeging van de woorden " of geestelijke " aan litt. b) wordt verklaard door de wens om in de opsomming de daden van genocide op te nemen, die gepleegd worden door middel van verdovingsmiddelen (Versl. Spiropoelos, 10).

Anderzijds deed de afgevaardigde van het Verenigd Koninkrijk het begrip ernstige schending aannemen (81, p. 6 en 12), terwijl in het voorontwerp slechts sprake was van aanslag op de lichamelijke ongeschondenheid.

Wat betreft litt. c), was de tekst van het voorontwerp als volgt opgemaakt :

.../..

" Onderwerping aan behandelingen of levensvoorwaarden waarvan het doel is de dood te veroorzaken ".

De U.S.S.R. stelde een andere tekst voor :

" Opzettelijke onderwerping van dergelijke groepen aan levensvoorwaarden die zo zijn geregeld, dat zij hun volledige of gedeeltelijke lichamelijke uitroeiing tot gevolg hebben ".

Verder was het volgende amendement ingediend door de afgevaardigde van het Verenigd Koninkrijk :

" Onderwerping aan behandelingen of levensomstandigheden, die tot doel hebben de dood te veroorzaken en van die aard zijn dat zulks geschiedt.

De afgevaardigde van België merkte op dat het begrip opzet tweemaal is uitgedrukt in de tekst van het amendement der U.S.S.R. en dat men er bijgevolg goed zou aan doen de uitdrukking " die zo zijn geregeld dat " of " strekkende tot " te vervangen door de in het amendement van het Verenigd Koninkrijk gebruikte woorden, namelijk " die van die aard zijn dat" De Belgische afgevaardigde was van mening dat de beste formule zou zijn " die tot gevolg moeten hebben ". Zodoende zou men de essentiële idee van het amendement behouden en er het begrip aan toevoegen, dat met de genomen maatregelen het beoogde resultaat kan worden bereikt (81,p. 14) .

Dank zij de tussenkomst van de Belgische afgevaardigde, kon men een formule opstellen die door de Engelse en Sovjet - afvaardigingen werd aangenomen.

Deze tekst stemde, op een paar bijzonderheden na, overeen met de tekst die litt. c) van de Overeenkomst zou worden (82, p.2 en 3).

Er dient te worden aangestipt, zoals de vertegenwoordiger van de U.S.S.R. tot staving van zijn amendement heeft opgemerkt, dat in de voorgestelde tekst geen opsomming is vervat, want het is onmogelijk alle maatregelen te voorzien die kunnen genomen worden om de bedoelde bestaansomstandigheden in het leven te roepen (81, p. 14).

Wat betreft litt. d), had de afvaardiging der U.S.S.R. een amendement ingediend dat betrekking had op het gehele artikel II en waarin onder een lange reeks voorbeelden van genocide-handelingen het beletten van geboorten door sterilisatie en gedwongen vruchtafdrijving " voorkomt.

De afgevaardigde van Iran merkte op dat de in het voorontwerp gebruikte formule (die overeenstemt met de huidige tekst van litt d) algemeen was en beantwoordde aan het vraagstuk in zijn geheel, en dat men ze derwijze kon interpreteren dat zij betrekking heeft op het beletten van geboorten door sterilisatie of gedwongen vruchtafdrijving (82,p 4).

.../..

De vraag rijst binnen welke grenzen men, op grond van de algemene bepalingen van litt. d), benevens de sterilisatie en de gedwongen vruchtafdrijving, andere gebeurlijke maatregelen " om de geboorten in de groep te verhinderen " onder ogen kan nemen.

Wat ten slotte litt. e) betreft, is in de goedgekeurde tekst een amendement opgenomen, dat ingediend is door de Griekse afgevaardigde, die betoogde dat er geen verschil bestaat tussen het verhinderen van de geboorte door sterilisatie of gedwongen vruchtafdrijving en het wegnemen van het kind na de geboorte.

Hetzelfde argument werd door andere afgevaardigden overgenomen (82, p. 9 en 10).

Sommige afgevaardigden brachten echter hiertegen in dat het Griekse amendement vaag en onbepaald was.

De Belgische afgevaardigde onthield zich bij de stemming, daar hij meende dat het in de toekomst een netelige kwestie zal zijn deze tekst te interpreteren. Moet de wegvoering van blijvende aard zijn ? Moeten de kinderen gedood zijn ? Is het voldoende dat zij worden weggevoerd om louter godsdienstige of culturele redenen ? (82, p. 13)

*
* *

Indien het Parlement de Internationale Overeenkomst inzake de genocide goedkeurt, zullen in onze wetgeving nieuwe teksten moeten opgenomen worden ter bepaling van de bestraffing van de genocide-handelingen, hierbij naar de letter en de geest rekening houdend met artikel 2 der Overeenkomst, alsook met de bepalingen van ons Strafwetboek, die terzake kunnen gebruikt worden.

Wat dit betreft, mag men niet uit het oog verliezen dat de genocide een specifieke misdaad is, een misdaad tegen het volkerenrecht, en dat ze bijgevolg verschilt van de gewone politieke misdaad of van de gemeenrechtelijke misdaad (73, p 11; 76 p. 3).

Stippen wij verder aan, dat de genocide, terwille van zijn karakter van internationale misdaad, eventueel zal kunnen gevonnist worden door een in te stellen internationaal Hof van criminele zaken (art. VI der overeenkomst). In sommige gevallen zal hij eveneens aanleiding kunnen geven tot de tussenkomst van het Internationaal Gerechtshof (art. IX der Overeenkomst).

Wegens dit zeer bijzonder karakter van de genocide zou het wenselijk zijn de nieuwe strafbepalingen in het Strafwetboek op te nemen onder een bijzondere titel, namelijk titel

.../..

VIII bis, van Boek II na titel VIII, waarin gehandeld wordt over de misdaden tegen personen, en vóór artikel IX, waarin gehandeld wordt over misdrijven tegen de bezittingen.

Artikel III.

Littera b): Verstandhouding met het oog op het plegen van de Genocide.

(Zie onze opmerkingen in verband met het nieuw artikel 100 ter van het voorstel).

Om onze wetgeving in overeenstemming te brengen met de Overeenkomst inzake de genocides zal het volstaan zich te laten leiden door de bepalingen van ons Strafwetboek inzake de samenspanning (art. 109 en 110 van het Strafwetboek).

Littera c) : Rechtstreeks en openbaar aanzetten tot het plegen van genocide.

(Zie onze opmerkingen in verband met het nieuw artikel 100 sexies van het voorstel).

De bepalingen onzer wetgeving inzake het aanzetten kunnen in hun geheel worden toegepast op het bedoelde geval.

Betreft het een rechtstreeks en openbaar aanzetten, dat met gevolgen gepaard gaat, dan heeft men te doen met de daad van een dader of mededader van het misdrijf, bepaald in de laatste alinea van artikel 66 van het Strafwetboek.

Betreft het een aanzetting tot de misdaad, die geen gevolg heeft, dan past men artikel 1 der wet van 25 Maart 1891 gewijzigd bij artikel 3 der wet van 28 Juli 1934, toe.

De wet van 7 Juli 1875 inzake de aanbiedingen of voorstellen tot het begaan van sommige misdaden (vergel. art 123 bis van het Strafwetboek) zal eveneens eventueel worden toegepast.

Er dient op gewezen te worden dat de misdaden waarover gehandeld wordt in artikel 1 der voornoemde wet van 25 Maart 1891, alsook die waarover gehandeld wordt in artikel 66 van het Strafwetboek, geen aanleiding kunnen geven tot de voorlopige hechtenis van hun daders, wanneer het gaat om politieke of persmisdrijven. Het voorstel der Regering dat, in verband met de in de wet van 1891 bedoelde misdaden, er toe strekte de onschendbaarheid op te heffen welke, wanneer het om politieke of persmisdrijven gaat, terzake is bekrachtigd door de decreten van 19 (art. 8) en 20(art. 9) Juli 1831 inzake de voorlopige hechtenis, is door de wetgever verworpen en deze onschendbaarheid is gehandhaafd door de wet van 19 Juli 1934, houdende wijziging van artikel 8 van het decreet van 19 Juli 1831, behalve waar het gaat om misdrijven, die bepaald zijn in titel 1 van boek 2 van het Strafwetboek (Nypels et Servevs, le Code pénal belge interprété, Edition 1938 I; p. 298).

Men zou de uitzondering kunnen uitbreiden tot de misdrijven, die behandeld worden in titel VIII bis (genocide) van boek II van het Strafwetboek.

Littera d) : Poging tot genocide.

Toepassing van de artikelen 51 en volgende van het Strafwetboek.

Littera e) : Medeplichtigheid aan genocide.

Toepassing van de artikelen 67 en volgende van het Strafwetboek.

Artikel IV.

(Zie onze vijfde opmerking betreffende het nieuwe artikel 100 bis van het voorstel).

Wat betreft de daders van genocide- handelingen, zal in de nieuwe bepalingen van ons strafwetboek natuurlijk de opsomming der schuldigen, welke voorkomt in artikel IV der overeenkomst : regeringspersonen, ambtenaren, particulieren, niet worden overgenomen, behalve dat deze nadere uitleg wordt gehandhaafd in hoofdstuk II van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering(Inzonderheid artikel 10).

Er dient aan herinnerd te worden dat de verantwoordelijkheid der regeringspersonen, in elke Staat moet vastgesteld zijn volgens de grondwettelijke bepalingen van iedere Staat.

Dientengevolge zal men niets anders kunnen doen dan de artikelen 90 en 134 der Grondwet toepassen, wanneer een regeringspersoon, bvb. een Minister, in het gedrang is gebracht.

Verder dient te worden opgemerkt dat een amendement op de Internationale Overeenkomst, dat er toe strekte te doen aannemen dat " noch de voorschriften der wet, noch het bevel van een hogere overheid de genocide kunnen rechtvaardigen is verworpen(zie onze voornoemde vijfde opmerking).

Behoudens nieuwe wetsbepalingen zullen dus o.a.de artikelen 70, 152 en 260 van ons Strafwetboek met betrekking tot de genocide worden toegepast (vergelijk, wat betreft oorlogsmisdaden, artikel 3 der wet van 20 Juni 1947).

.../..

Artikel VI.

" Degenen die beschuldigd zijn van genocide of van om het even welke van de overige in artikel III opgesomde handelingen, zullen terecht staan voor de bevoegde rechtbanken van de Staat op het grondgebied waarvan de daad is gepleegd of voor het internationaal Hof van criminele zaken, dat bevoegd zal zijn ten opzichte van die der overeenkomende partijen, die de jurisdictie er van zullen erkend hebben ".

In het verslag Spiropoulos (par. 14 en 22) worden alle nuttige aanwijzingen verstrekt in verband met het opmaken van het gedeelte van de tekst, waarin sprake is van het internationaal Hof van criminele zaken.

Daar dit Hof nog moet opgericht worden en België bovendien zijn jurisdictie nog zal moeten erkennen, heeft het geen belang thans de weerslag te onderzoeken die de eventuele bevoegdheid van dit Hof op onze wetgeving zou kunnen hebben.

In verband met artikel VI rijzen echter andere vraagstukken die wij wat nader wensen toe te lichten.

In paragraaf 24 van het verslag Spiropoulos wordt het volgende gezegd :

..." De commissie is er op ingegaan in haar verslag aan de Algemene Vergadering de gedachte te vermelden, welke vervat is in een door de vertegenwoordiger van Indië voorgedragen amendement op artikel VI, krachtens hetwelk " geen bepaling van dit artikel afbreuk doet aan het recht, dat iedere Staat bezit om een van zijn onderdanen voor zijn eigen rechtbanken te doen terecht staan voor buiten zijn grondgebied bedreven daden". Daarop heeft de vertegenwoordiger van Zweden gevraagd in het verslag eveneens te vermelden dat artikel VI de jurisdictie van een Staat voor de misdaden, waarvan zijn onderhorigen buiten het nationaal grondgebied het slachtoffer zijn geweest niet uitsluit. Na een gedachtenwisseling over de in verband hiermede gerezen vraagstukken, heeft de commissie ... een verklarende tekst goedgekeurd die in dit verslag moet worden opgenomen ".

Hier volgt deze tekst :

" Het eerste gedeelte van artikel VI heeft betrekking op de verplichting van de Staat op het grondgebied waarvan genocide-handelingen zijn gepleegd. Zo doet het namelijk geen afbreuk aan het recht dat iedere Staat bezit om voor zijn eigen rechtbanken een van zijn onderhorigen te doen terechtstaan wegens daden die buiten zijn grondgebied zijn gepleegd"

.../..

Op grond vande zeer lange besprekingen die in de VIe Commissie zijn gevoerd (129 tot 134) mag men, wat betreft de bevoegdheid van onze nationale rechtbanken inzake de genocide aannemen dat, in de mate waarin onze interne wetgeving de bepalingen inzake uitlevering en het internationaal recht het mogelijk maken :

a) België de verplichting op zich neemt de personen, die zich op zijn eigen grondgebied aan genocide hebben schuldig gemaakt aan te houden en voor zijn rechtbanken te doen verschijnen ;

b) Artikel VI der Overeenkomst de eventuele bevoegdheid der Belgische rechtbanken om vonnis te wijzen over door een Belgische onderdaan buiten het grondgebied bedreven genocide-misdaden niet uitsluit ; (vgl. de artikelen 6 tot 9 der wet van 17 April 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering).

c) Hetzelfde artikel VI evenmin de eventuele bevoegdheid van onze rechtbanken uitsluit om vonnis te wijzen over de genocide-misdaden, die buiten het grondgebied worden bedreven door een vreemdeling, inzonderheid tegen Belgische onderhorigen (zie onze opmerkingen over artikel 10 der wet van 17 April 1878 , in verband met artikel 2 van het voorstel).

Het behoeft geen betoog dat het inwerking brengen van voornoemde beginselen aanleiding kan geven tot conflicten inzake bevoegdheid onder rechtbanken van verschillende Staten.

Anderzijds zal dit inwerking brengen een aanpassing van onze wetgeving vergen, wat betreft de buiten het grondgebied van het Koninkrijk gepleegde genocide-misdaad. (hoofdstuk II van de voorafgaande titel van het wetboek van strafvordering)

Er dient nadrukkelijk op gewezen te worden dat, ondanks de vrij dubbelzinnige bewoordingen van artikel VI (130 p. 6 en 11), de bevoegdheid der rechtbanken van de Staat op het grondgebied waarvan de daad is gepleegd geen uitsluitend karakter heeft . In het tegenovergestelde geval zou men tot onaanvaardbare gevolgen komen.

Immers, een buitenlandse onderhorige, die in België een daad van genocide zou bedreven hebben en er in geslaagd zou zijn terug te keren naar zijn land van herkomst, zou in zijn land niet kunnen gestraft worden ; anderzijds zou zijn uitlevering niet kunnen bekomen worden bij toepassing van het beginsel, dat een Staat zijn onderhorigen nooit uitlevert aan de rechtbanken van een andere Staat. Derwijze zou de misdaad behoudens tussenkomst van een Internationaal Gerechtshof, ongestraft blijven (129, p. 11).

.../..

In oorlogstijd daarentegen belet niets dat vreemde daders van op ons grondgebied gepleegde genocide-handelingen met geweld door de overwinnaars worden uitgeleverd om door onze rechtbanken te worden berecht, overeenkomstig het in het eerste deel van artikel VI vervatte beginsel, (vlg. Milit. Gerechtshof Brussel 31 Januari 1949 in de zaak Muller en (Sipo)).

Artikel VII.

" Wat betreft de uitlevering zullen de genocide en de andere in artikel II genoemde daden niet als politieke misdaden worden beschouwd.

" In dergelijk geval verbinden de overeenkomende partijen er zich toe de uitlevering toe te staan overeenkomstig hun wetgeving en de van kracht zijnde verdragen ".

De bespreking in verband met dit artikel (94 en 95) had nagenoeg uitsluitend betrekking op een Belgisch amendement (A/C. 6/217, p. 3) dat er toe strekte alinea 1 door de volgende tekst te vervangen :

" De in artikel II bepaalde genocide zal niet worden beschouwd als een politieke misdaad die aan de uilevering ontkomt ".

Men ziet dadelijk welke de betekenis van dit amendement was. Het ging er om de uitlevering slechts toe te staan voor de in artikel II der Overeenkomst bepaalde eigenlijke genocide en niet voor de in artikel III, b, c d, e, c genoemde daden, namelijk: samenspanning, rechtstreekse aanzetten, poging en medeplichtigheid.

De Belgische afgevaardigde onderstreepte in zijn toelichting dat de uitlevering een zeer ingewikkeld probleem is, dat het sluiten van verdragen en het voeren van internationale onderhandelingen voor de herziening der verdragen veronderstelt en waarbij de nationale wetgeving van ieder lans is betrokken. Om deze reden stelde hij voor zich alleen tot de genocide te bepalen, want het zou onder meer zeer lastig zijn uitleveringsverdragen te sluiten welke alle in artikel III genoemde daden zouden omvatten. De juridische moeilijkheden in verband met de oorsponkelijke tekst der Overeenkomst zouden België zelfs kunnen beletten deze Overeenkomst in haar geheel goed te keuren (94, p.4, 7 en 15).

Niettemin werd het Belgisch amendement, met 17 tegen 16 stemmen, bij 4 onthoudingen, verworpen (94, p. 14).

.../..

Deze verwerping verklaart het voorbehoud dat de Belgische afgevaardigde heeft gemaakt op de plenaire bijeenkomst der Algemene Vergadering van de Verenigde Natiën.

Daartegenover staat het vast, dat artikel VII der Overeenkomst geen afbreuk doet aan het beginsel der niet-uitlevering van de onderhorigen.

De voorzitter der zesde Commissie heeft inderdaad verklaard dat de uitlevering zal geschieden overeenkomstig de van kracht zijnde wetten en verdragen, zoals bepaald is in de tweede alinea van artikel VII, en dat bijgevolg de Staten, in welker wetgeving de uitlevering der onderhorigen niet is bepaald, geenszins verplicht zijn hen uit te leveren (95, p. 2 ; zie ook 94, pp 8, 9, en 11).

Om na te komen wat in artikel VII der Overeenkomst wordt voorgeschreven, zullen in België wijzigingen moeten aangebracht worden in de bestaande wetgeving inzake uitlevering en in de internationale verdragen.

(zie " Les infractions internationales, les délits politiques et l'extradition ", par Stéfan Glaser, Rev. dr. pén. et crim., 1948, p. 766).

L.107/I

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation
G. DOR, bijzitters bij de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,